



RAPPORT D'ACTIVITÉS

SESSION ORDINAIRE 2015-2016
3^e SESSION DE LA 10^e LÉGISLATURE

La rédaction du Rapport d'activités 2015-2016 a été clôturée le 20 septembre 2016.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site web du Parlement de Wallonie (www.parlement-wallonie.be) ou auprès du Service des études et de la documentation du Greffe (courriel : doc@parlement-wallonie.be, tél. : 081.25.16.77).





TABLE DES MATIÈRES



AVANT-PROPOS	7
COMPOSITION	8
A. MEMBRES	8
B. GROUPES POLITIQUES	12
C. STATUT DES PARLEMENTAIRES	13
ORGANISATION	14
A. RÈGLEMENT DU PARLEMENT DE WALLONIE	14
B. ORGANES DE GESTION	15
C. GREFFE	17
D. BUDGET DE FONCTIONNEMENT	18
E. CERTIFICATION ET MESURES DE GESTION	19
TRAVAIL PARLEMENTAIRE	20
A. SÉANCES PLÉNIÈRES ET RÉUNIONS DE COMMISSIONS	20
B. COMMISSIONS ET COMITÉS	21
C. TRAVAIL LÉGISLATIF	34
D. CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT	56
E. RÉOLUTIONS	58
F. DÉBATS TENUS EN SÉANCE PLÉNIÈRE	65
G. PÉTITIONS	65
RELATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ	66
A. ÉVÉNEMENTS	66
B. VISITER LE PARLEMENT DE WALLONIE	67
RELATIONS INTERNATIONALES	68
A. ACCUEIL DE DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES ET VISITES	68
B. AUDITIONS DE HAUTES PERSONNALITÉS	69
C. PARTICIPATION À DES RÉUNIONS INTERNATIONALES ET INTERRÉGIONALES	69
IN MEMORIAM	72
A. DÉPUTÉS	72
B. HOMMAGES	72
ANNEXE	73



**BIENVENUE AU
PARLEMENT DE
TOUS LES WALLONS**



AVANT-PROPOS

UNE NOUVELLE VITALITÉ

La session 2015-2016 du Parlement de Wallonie fut particulière à plus d'un titre.

Celle-ci vit, en effet, la célébration d'un double anniversaire : les 35 ans de notre institution et les 20 ans de l'élection directe des députés qui y siègent. À cette occasion, nous avons été honorés de la visite de Sa Majesté le Roi, le 2 décembre 2015. Il s'agissait de la première visite d'un souverain belge au sein d'une assemblée régionale.

Aussi, en cette année anniversaire, le Parlement wallon est devenu Parlement de Wallonie, s'inscrivant dans la suite de la sixième réforme de l'État et du transfert important de compétences aux entités fédérées.

Un nouvel emblème, témoignant de la réelle volonté d'ouverture de l'institution, a, par ailleurs, accompagné ce changement de nom. S'inspirant des travées de la salle plénière, celui-ci s'apparente à deux bras ouverts aux couleurs de la Wallonie, invitant chacun au dialogue, tel que souhaité par les Parlementaires dans la réforme du règlement entré en vigueur en septembre 2015.

Cette nouvelle mouture, régissant actuellement le fonctionnement de l'institution, s'articule, en effet, autour de quatre axes majeurs, prônant une plus grande ouverture à la société et offrant plus de visibilité à l'action parlementaire.

- Élargir et renforcer les possibilités d'expression de nos parlementaires et leur rôle de contrôle du Gouvernement
- Ouvrir notre assemblée aux citoyens et aux organisations de la société civile ;
- Conforter l'action du Parlement sur la scène belge et internationale ;
- Renforcer la visibilité du travail parlementaire.

En effet, dès l'entame de la législature, le Parlement de Wallonie a initié un important chantier d'ouverture à la société civile et au secteur associatif, doublé également d'une démarche amplifiée d'ouverture au monde.

Tout au long de l'année, différentes associations, de nombreux enfants ou étudiants ont été accueillis au Parlement. À cet égard, je tiens à souligner, en particulier, le succès de l'opération « Un jour au Parlement de Wallonie » qui a rassemblé 1500 élèves, soit deux fois plus que lors de l'édition précédente.

En outre, souhaitant davantage informer les plus jeunes, le Parlement a également organisé, en partenariat avec l'ASBL « CRECCIDE », le premier rassemblement des conseils communaux des enfants. Une première initiative qui permet, en avril 2016, à quelque 700 enfants et à leurs accompagnants de découvrir le fonctionnement de notre institution.

L'ouverture au monde s'est traduite par un travail approfondi sur les traités de libre-échange, la visite de personnalités européennes de premier plan, l'accueil de délégations, les missions à l'étranger, ainsi que par une présence dans divers forums internationaux.

Enfin en vue de renforcer la visibilité du travail parlementaire, les premiers rapports d'activités, rédigés par nos élus, seront publiés en novembre 2016. Ces documents permettront à chacun de mieux rendre compte de leur travail et de le valoriser davantage.

A cet égard, il me plaît à rappeler que durant la session 2015-2016, les élus wallons se sont réunis durant 1000 heures, dont 900 au sein des différentes commissions, contre 800 heures de réunion au cours de la session précédente.

Ainsi, 8400 interpellations, questions orales ou questions écrites ont émaillé nos échanges. 192 projets et propositions de décrets et de résolution ont été examinés par l'assemblée, alors qu'il a été procédé à 188 auditions.

Il convient, en outre, de souligner que 18 débats ont eu lieu en séance plénière, portant sur des sujets variés, tels que l'accueil des réfugiés, le réchauffement climatique, la mobilité ou encore la fiscalité.

Cette augmentation non négligeable de l'activité parlementaire s'explique notamment par le transfert de nouvelles compétences.

Enfin, durant cette nouvelle session 2016-2017, le Parlement poursuivra notamment les nombreux chantiers en cours.

Pour preuve, dès l'ouverture de l'actuelle session, les députés ont vu l'inauguration d'une salle multimédia, permettant d'accroître l'interactivité entre élus et citoyens.

De plus, l'organisation prochaine d'une conférence-consensus citoyenne, partiellement tirée au sort, se penchera sur les enjeux du vieillissement.

Pour conclure, je tiens à remercier chaleureusement les agents de la Police Militaire, l'ensemble des services du Greffe, en particulier Monsieur le Secrétaire général, ainsi que les Parlementaires, qui font battre, au quotidien, le cœur de la démocratie wallonne.

André ANTOINE
Président



COMPOSITION

A. MEMBRES

Depuis la première élection directe du 21 mai 1995, le Parlement de Wallonie se compose de 75 membres élus au suffrage universel et selon le système de la représentation proportionnelle, sur la base de treize circonscriptions électorales.

Les 75 députés wallons sont élus pour un mandat d'une durée de cinq ans, correspondant à la durée d'une législature.

Au terme de la session 2015-2016, les membres sont les suivants* :

M. Antoine André	cdH	Président du Parlement de Wallonie
M. Arens Josy	cdH	
Mme Baltus-Möres Jenny	MR	
M. Baurain Pascal	cdH	Remplace, le 25 mai 2016, Mme Moucheron, empêchée
Mme Bonni Véronique	PS	
Mme Brogniez Laetitia	MR	
M. Collignon Christophe	PS	Secrétaire du Parlement de Wallonie
M. Courard Philippe	PS	Président du Groupe PS
M. Crucke Jean-Luc	MR	Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles
M. Daele Matthieu	Ecolo	Vice-Président du Parlement de Wallonie
Mme De Bue Valérie	MR	
Mme Defraigne Christine	MR	Présidente du Sénat
Mme Defrang-Firket Virginie	MR	
M. Denis Jean-Pierre	PS	
M. Dermagne Pierre-Yves	PS	
M. Desquesnes François	cdH	Sénateur
M. Destrebecq Olivier	MR	Sénateur
M. Devillers François	PS	
M. Dister Christophe	MR	
Mme Dock Magali	MR	
M. Dodrimont Philippe	MR	
M. Drèze Benoît	cdH	
M. Dufrane Anthony	PS	
M. Dupont Jean-Marc	PS	
Mme Durenne Véronique	MR	
M. Evrard Yves	MR	
M. Fourny Dimitri	cdH	Président du Groupe cdH
Mme Gahouchi Latifa	PS	Sénatrice
Mme Galant Jacqueline	MR	Reprend son mandat le 15 avril 2016, à la place de M. Bouchez, suppléant
Mme Gérardon Déborah	PS	
M. Gillot Frédéric	PTB-GO !	
Mme Gonzalez Moyano Virginie	PS	
M. Hazée Stéphane	Ecolo	Président du Groupe Ecolo
M. Henquet Laurent	MR	
M. Henry Philippe	Ecolo	Sénateur

M. Jeholet Pierre-Yves	MR	Président du Groupe MR
Mme Kapompole Joëlle	PS	
M. Kilic Serdar	PS	Reprend son mandat le 27 juin 2016, à la place de M. Imane, suppléant
M. Knaepen Philippe	MR	
Mme Lambelin Anne	PS	Sénatrice
Mme Leal Lopez Clotilde	cdH	
M. Lecerf Patrick	MR	
Mme Lecomte Carine	MR	
M. Lefebvre Bruno	PS	
M. Legasse Dimitri	PS	
M. Lenzini Mauro	PS	
M. Luperto Jean-Charles	PS	
M. Maroy Olivier	MR	
M. Martin Nicolas	PS	
Mme Moinnet-Joiret Isabelle	cdH	
Mme Morreale Christie	PS	
M. Mottard Maurice	PS	
M. Mouyard Gilles	MR	
Mme Nicaise Marie-Françoise	MR	
M. Onkelinx Alain	PS	Vice-Président du Parlement de Wallonie
Mme Pécriaux Sophie	PS	Vice-Présidente du Parlement de Wallonie
Mme Potigny Patricia	MR	Remplace, le 23 septembre 2015, Mme Cornet, décédée
Mme Poulin Christine	PS	
M. Prévot Patrick	PS	
M. Puget André-Pierre	Indépendant	
Mme Ryckmans Hélène	Ecolo	
Mme Salvi Véronique	cdH	
M. Sampaoli Vincent	PS	
Mme Simonet Marie-Dominique	cdH	
M. Stoffels Edmund	PS	
Mme Stommen Isabelle	cdH	Remplace, le 27 avril 2016, M. Bastin, empêché, suppléant de Mme Schyns, membre du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Mme Trotta Graziana	PS	
M. Tzanetatos Nicolas	MR	
Mme Vandorpe Mathilde	cdH	
Mme Vienne Christiane	PS	
M. Wahl Jean-Paul	MR	Secrétaire du Parlement de Wallonie Sénateur
M. Warnier Ruddy	PTB-GO !	
Mme Waroux Véronique	cdH	
Mme Warzée-Caverenne Valérie	MR	Remplace, le 27 avril 2016, M. Bellot, membre du Gouvernement fédéral
Mme Zrihen Olga	PS	Sénatrice

* Voir Doc. 1 (SE 2014) N° 15 : Listes des membres du Parlement wallon et de leurs suppléants dont les pouvoirs ont été validés.

Voir aussi Doc. 5 (SE 2014) N° 1 : Liste des membres qui ne sont pas visés par l'incompatibilité portée par l'article 24bis, §6, alinéa 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et Doc. 5 (SE 2014) N° 13 : Liste des membres visés par l'incompatibilité portée par l'article 24bis, §6, alinéa 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et des choix opérés en application de l'article 4 du décret spécial de la Région wallonne du 9 décembre 2010 limitant le cumul de mandats dans le chef des députés du Parlement wallon.



COMPOSITION

Président



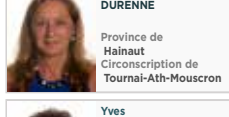
Groupe

PS



Groupe

MR



**Groupe
cdH**



**Groupe
ECOLO**



PTB-GO !



Indépendant



Greffier



B. GROUPES POLITIQUES

Les 75 sièges se répartissent comme suit :



■ PS (30) ■ MR (25) ■ cdH (13) ■ Ecolo (4) ■ PTB-GO (2) ■ Indépendant (1)

Les groupes politiques ont désigné en leur sein un président :

Groupe PS M. COLLIGNON Christophe

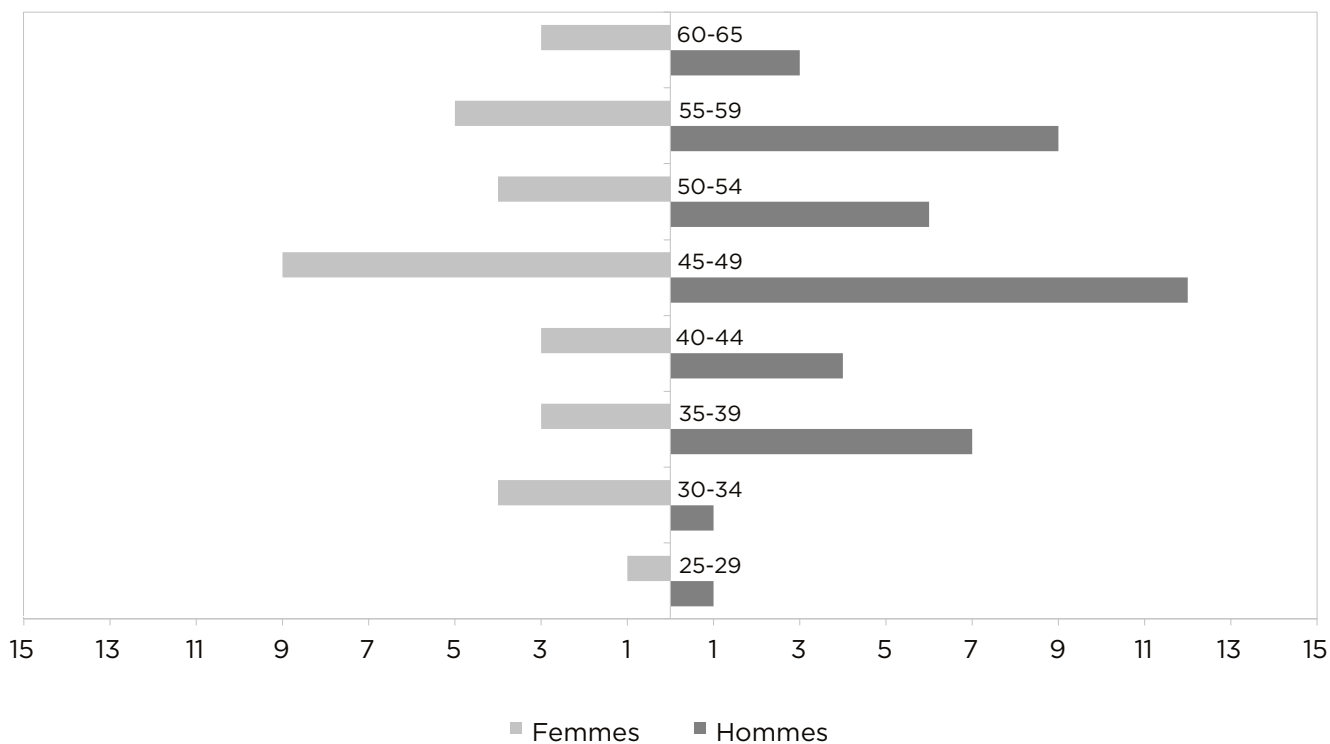
Groupe MR M. JEHOLET Pierre-Yves

Groupe cdH M. FOURNY Dimitri

Groupe Ecolo M. HAZEE Stéphane

PYRAMIDE DES ÂGES

L'âge moyen des députés wallons est de 47,5 ans.



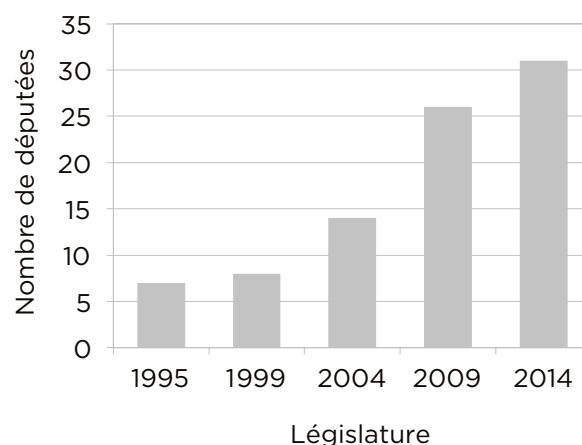


RÉPARTITION PAR SEXE

Au terme de la session 2015-2016, le Parlement de Wallonie compte 32 députées (soit 42,7 % de représentation féminine).

Au sein des groupes politiques du Parlement de Wallonie, la représentation des femmes est la suivante :

- pour le Groupe PS :
12 sur un total de 30 membres (soit 40 %) ;
- pour le Groupe MR :
12 sur un total de 25 membres (soit 48 %) ;
- pour le Groupe cdH :
7 sur un total de 13 membres (soit 53,8 %) ;
- pour le Groupe Ecolo :
1 sur un total de 4 membres (soit 25 %) ;



C. STATUT DES PARLEMENTAIRES

Les députés qui sont titulaires d'un mandat de conseiller communal, d'échevin, de bourgmestre ou de président d'un centre public d'action sociale doivent remplir une déclaration de mandats pour l'année qui précède celle où la déclaration est remplie et la communiquer avant le 30 juin au Bureau du Parlement de Wallonie (art. L5111-1 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation).

Un rapport est rédigé et présenté par le Bureau en application de l'article 2 du décret du 19 juin 2008 portant ratification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 pris en exécution de l'article 55 du décret du 8 décembre 2005 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Pour les revenus de l'année 2014, ce rapport a été publié le 10 décembre 2015 (Doc. 362 (2015-2016) N° 1).

A. RÈGLEMENT DU PARLEMENT DE WALLONIE

Une proposition de modification du Règlement a été déposée le 30 juin 2015 (Doc. 249 (2014-2015) N° 1) pour amplifier le travail de modernisation du Parlement entrepris depuis plusieurs années ainsi que ses relations avec la société civile. La modification du Règlement a été adoptée le 16 juillet 2015 et est entrée en vigueur le 31 août 2015 (Doc. 276 (2014-2015) N° 1). Voici les principales nouveautés mises en œuvre au cours de la session 2015-2016.

RAPPORT D'ACTIVITÉS POLITIQUES (ART. 40)

À la clôture des travaux de la session, chaque député peut désormais déposer un rapport reprenant l'ensemble de ses activités parlementaires. Il s'agit notamment des propositions de décret, de résolution ou de motion dont le député est signataire mais également des missions et visites auxquelles il a participé. Outre l'intitulé des questions recevables adressées au Gouvernement et celui des déclarations d'intérêt régional développées, le rapport pourra également présenter d'autres activités menées par le mandataire.

DÉCLARATIONS D'INTÉRÊT RÉGIONAL (ART. 69)

La possibilité a été ouverte aux députés et aux membres du Gouvernement de présenter une déclaration d'intérêt régional au début de chaque séance plénière. Cette déclaration porte sur un sujet précis d'intérêt régional. Il peut s'agir notamment de la présentation d'une proposition ou d'un projet de décret ou d'une proposition de résolution.

PÉTITIONS (ART. 127)

Une pétition – émanant d'au moins une personne physique – peut être adressée par écrit ou, désormais, via le site web du Parlement au président du Parlement. Elle est envoyée à la commission compétente qui peut décider d'auditionner le représentant des pétitionnaires et de demander un rapport au Gouvernement. Elle peut aussi soumettre la question au Médiateur de la Wallonie. Les décisions relatives aux pétitions sont publiées.

CONSULTATIONS PUBLIQUES (ART. 129)

L'ensemble des textes législatifs et des résolutions soumis à l'examen du Parlement est désormais ouvert à la consultation publique en ligne. Les personnes ou les organismes intéressés ont ainsi la possibilité d'exprimer auprès du Parlement une opinion sur une proposition ou un projet de décret ou sur une proposition de résolution.

Durant la session 2015-2016, 38 avis ont été reçus et envoyés en commission.

NOTES POLITIQUES (ART. 135)

Le Parlement reçoit, dès que le Gouvernement a arrêté ses orientations budgétaires, une note d'orientation de chaque membre du Gouvernement. Ces notes font l'objet d'un débat en commission. La commission peut décider de faire rapport de ce débat à l'assemblée.

Par ailleurs, le Parlement entend, au courant du mois de mars de chaque année, un exposé du Gouvernement sur l'état de la Wallonie et les évolutions intervenues concernant les grandes orientations de la politique régionale.

QUESTIONS URGENTES (ART. 139)

Au cours de chaque séance plénière, les parlementaires ont l'opportunité de poser des questions urgentes au Gouvernement. Celles-ci portent sur un événement très récent de l'actualité survenu au plus tôt à 17 h la veille de la séance plénière. À la différence des questions d'actualité – dont l'existence a été maintenue –, les ministres ne sont pas préalablement informés de l'objet de la question et les orateurs disposent d'une minute pour formuler leurs questions et leurs réponses sans disposer du moindre document.

B. ORGANES DE GESTION

BUREAU

Le Bureau :

- règle les questions administratives et financières concernant les députés. Il règle les questions administratives, financières et judiciaires concernant l'organisation interne du Parlement de Wallonie, son greffe et ses organes ;
- adopte les modalités d'application du statut des députés et des anciens députés ;
- nomme les membres du personnel, à l'exception du greffier. Il arrête l'organigramme du greffe ;
- représente le Parlement de Wallonie dans les actes extrajudiciaires, à la diligence du mandataire qu'il désigne ;
- rédige des projets d'adresse.

Au terme de la session 2015-2016, le Bureau du Parlement de Wallonie se compose comme suit :

Président	M. André ANTOINE
Vice-Présidents	M. Jean-Luc CRUCKE Mme Sophie PECRIAUX M. Alain ONKELINX
Secrétaires	M. Jean-Paul WAHL M. Christophe COLLIGNON
Greffier	M. Frédéric JANSSENS

Au cours de la session 2015-2016, le Bureau s'est réuni à 24 reprises.

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La Conférence des présidents est composée des membres du Bureau ainsi que des présidents des groupes politiques reconnus.

Les présidents de commissions permanentes sont invités aux réunions pour ce qui concerne l'organisation des travaux de leur commission. Le Ministre-Président du Gouvernement est invité à participer aux réunions de la Conférence des présidents ; il peut s'y faire représenter par un autre membre du Gouvernement.

La Conférence des présidents statue notamment sur l'organisation des travaux du Parlement et arrête l'ordre du jour des séances plénières, des commissions et des comités. Elle statue également sur la recevabilité des interpellations et questions orales.

Au terme de la session 2015-2016, la Conférence des présidents du Parlement de Wallonie se compose comme suit :

Président	M. André ANTOINE
Vice-Présidents	M. Jean-Luc CRUCKE Mme Sophie PECRIAUX M. Alain ONKELINX
Secrétaire	M. Jean-Paul WAHL
Secrétaire et Président du Groupe PS	M. Christophe COLLIGNON
Président du Groupe MR	M. Pierre-Yves JEHOLET
Président du Groupe cdH	M. Dimitri FOURNY
Président du Groupe Ecolo	M. Stéphane HAZEE ¹

¹Invité en application de la décision de la Conférence des présidents du 9 septembre 2015.

Au cours de la session 2015-2016, la Conférence des présidents a été réunie à 23 reprises.
S'y ajoutent 7 réunions du Bureau élargi.

C. GREFFE

LE GREFFIER

Le greffier prend place au Bureau et assiste le président du Parlement en toutes circonstances et notamment pendant les séances plénières, les comités secrets, les réunions du Bureau et de la Conférence des présidents.

Il dresse acte des délibérations du Parlement et le procès-verbal des séances plénières, des comités secrets et des réunions du Bureau et de la Conférence des présidents.

Il assume l'exécution des décisions du Parlement et de ses organes. Il assure notamment les convocations des séances plénières, des commissions et des comités ainsi que l'impression et la distribution des documents.

Il a la garde des archives du Parlement.

Enfin, au nom du Bureau, il a autorité sur les services du Greffe du Parlement et son personnel.

Ces services sont composés de 99 agents au 1er janvier 2016.

PRINCIPAUX SERVICES DU GREFFE

DIRECTION DE L'ACTION PARLEMENTAIRE

La Direction de l'action parlementaire gère les matières qui sont directement liées au mandat exercé par les parlementaires.

Concrètement, elle permet aux députés d'effectuer leur travail législatif, d'exercer le contrôle du Gouvernement et de formuler des propositions de résolutions en assurant la gestion des documents, en organisant les réunions et en établissant les comptes-rendus.

DIRECTION DES AFFAIRES INSTITUTIONNELLES

La Direction des affaires institutionnelles accompagne les parlementaires au cours de l'exercice de leur mandat tant pour ce qui concerne leurs prérogatives, découlant notamment de la Constitution et de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, que pour les aspects matériels.

Elle fournit assistance aux parlementaires et aux services du Greffe pour ce qui concerne les recherches et études documentaires ainsi que pour des questions juridiques.

DIRECTION DE LA LOGISTIQUE

La Direction de la logistique assure un support général aux différents services du Greffe pour leur permettre de remplir leurs missions en assurant l'efficacité et en maîtrisant les coûts tout en participant à l'effort de développement durable.

Elle apporte un soutien matériel aux parlementaires.

DIRECTION DES RELATIONS INTERNATIONALES

La Direction des relations internationales apporte son appui aux actions de diplomatie parlementaire, aux missions d'information des parlementaires et à la participation du Parlement au bon fonctionnement de l'Union européenne.

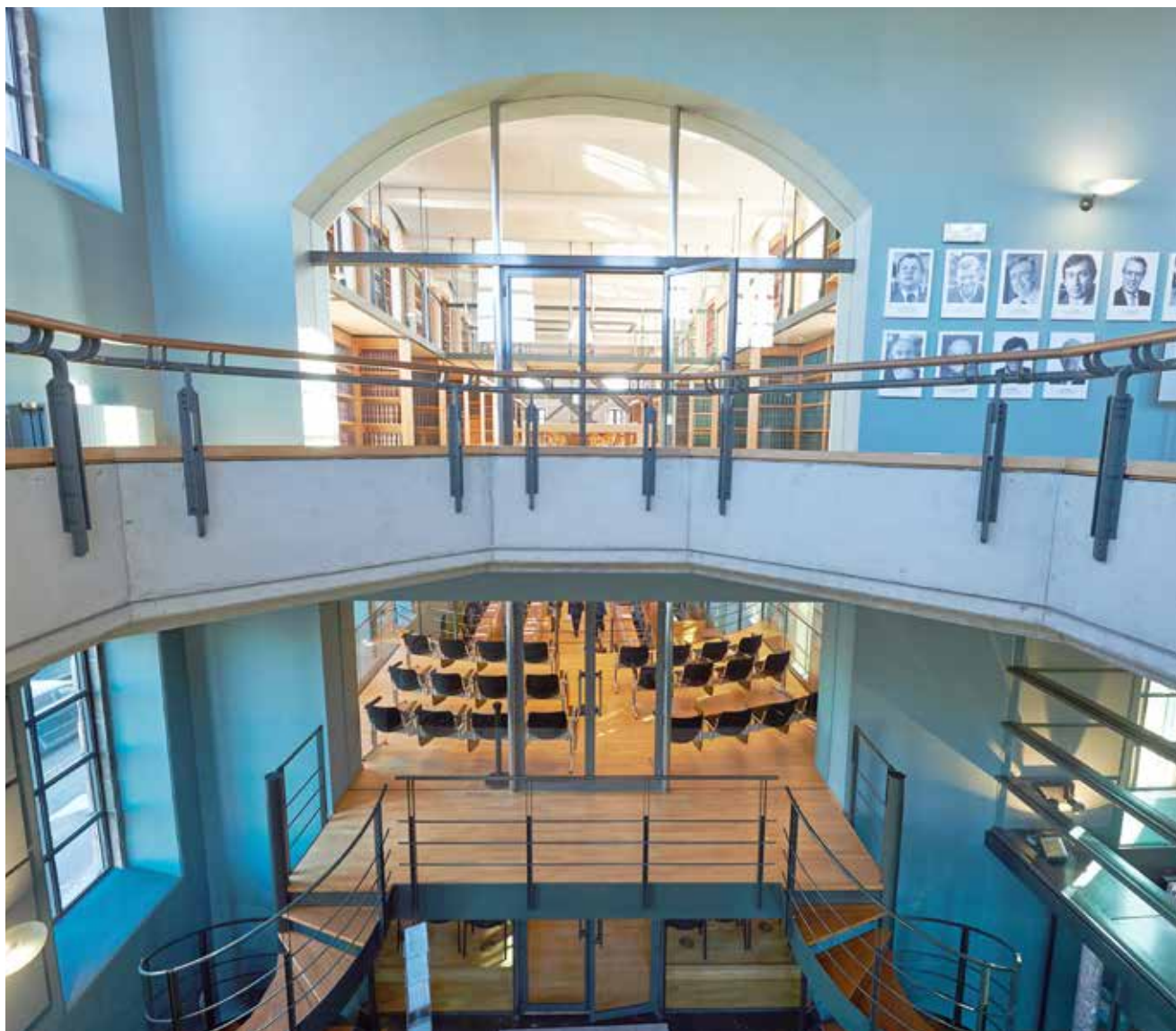


D. BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses du Parlement pour l'année 2016 ont été estimées à 59 122 668 euros. Le montant de la dotation du Gouvernement au Parlement pour l'année 2016 s'élève à 56 224 000 euros.

Pour plus de détails, le lecteur est invité à se référer aux documents parlementaires suivants :

- Doc. 332 (2015-2016) N° 1 Annexe 2 du 10 novembre 2015 (projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 - Exposé particulier afférent aux compétences du Ministre-Président du Gouvernement wallon, p. 15-16), adopté le 17 décembre 2015 ;
- Doc. 338 (2015-2016) N° 1 du 16 novembre 2015 (projet de budget de fonctionnement du Parlement de Wallonie pour l'année 2016), adopté le 17 décembre 2015.



E. CERTIFICATION ET MESURES DE GESTION

Le Greffe du Parlement de Wallonie est la seule administration parlementaire dont l'organisation est certifiée conforme à la norme managériale ISO 9001:2008.

Cette reconnaissance internationale confirme ses orientations client, résultat et efficience au bénéfice des parlementaires, du grand public, des fournisseurs critiques et des membres du personnel du Greffe.

La certification obtenue porte sur les activités suivantes :

- organisation du travail législatif et budgétaire des députés wallons ;
- organisation du travail de contrôle du Gouvernement wallon par les députés wallons ;
- organisation de l'expression des députés wallons sur des problèmes de société ;
- organisation de la contribution du Parlement de Wallonie au bon fonctionnement de l'Union européenne ;
- organisation des relations internationales du Parlement de Wallonie ;
- publicité et archivage des travaux du Parlement de Wallonie ;
- services aux parlementaires et aux groupes parlementaires ;
- relations du Parlement de Wallonie avec la société ;
- gestion administrative, matérielle et financière du Parlement de Wallonie et du Greffe.

Soucieux de limiter les impacts de ses activités sur l'environnement mais aussi d'assurer à l'ensemble de ses interlocuteurs une information en tout temps disponible, complète et fiable, le Greffe du Parlement de Wallonie prépare sa certification à la norme environnementale ISO 14001:2015 et à la norme ISO 27001:2013 de sécurité des systèmes d'information.

Les enquêtes annuelles de satisfaction qu'il organise auprès de l'ensemble de ses interlocuteurs lui permettent de répondre toujours mieux aux besoins qu'ils expriment.



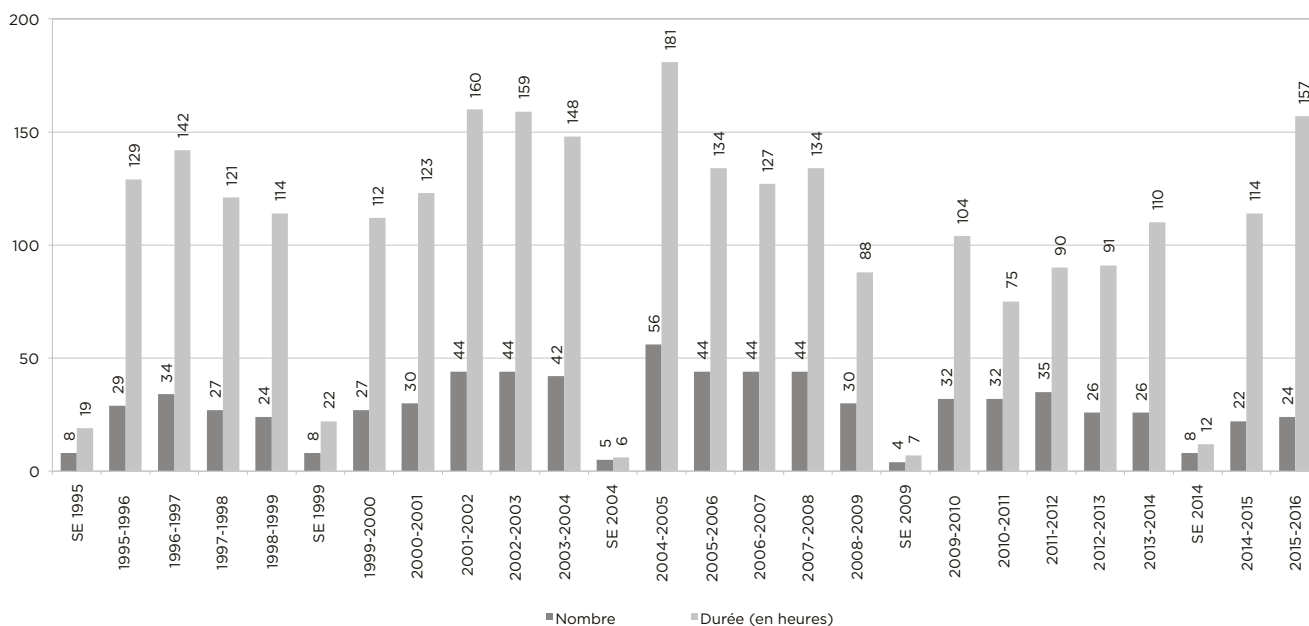


TRAVAIL PARLEMENTAIRE

A. SÉANCES PLÉNIÈRES ET RÉUNIONS DE COMMISSIONS

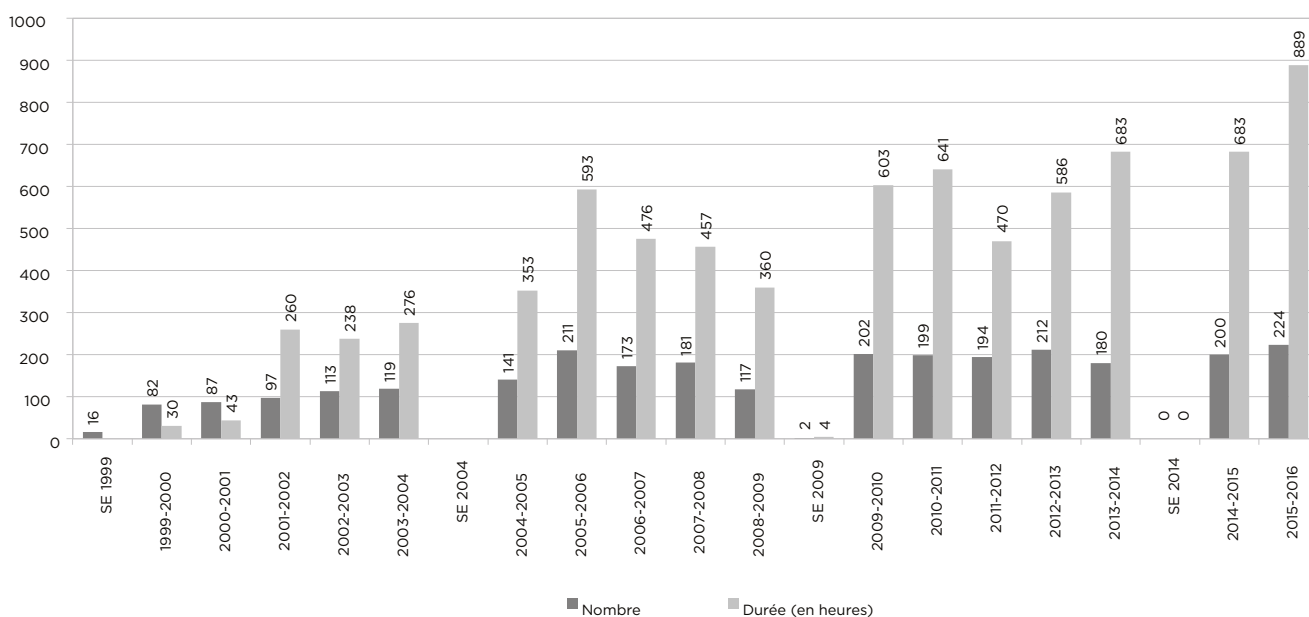
LES SÉANCES PLÉNIÈRES

Du 23 septembre 2015 au 20 septembre 2016, les députés se sont réunis à 24 reprises en séance plénière, durant un total de 157 heures et 2 minutes.



LES RÉUNIONS DE COMMISSIONS ET DE COMITÉ

La session 2015-2016 a compté 224 réunions publiques de commissions et de comité pour un total de 889 heures et 55 minutes ainsi que 31 réunions de commissions et sous-commission à huis-clos pour un total de 18 heures et 26 minutes.



B. COMMISSIONS ET COMITÉS

Au terme de la session 2015-2016, les commissions, sous-commissions et comités sont composés de la manière suivante.

COMMISSIONS ET SOUS-COMMISSION

COMMISSION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DES RELATIONS INTERNATIONALES

Président M. Nicolas TZANETATOS*

Vice-Présidente Mme Véronique DURENNE*

Vice-Président M. Nicolas MARTIN*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	Mme Véronique DURENNE	M. Josy ARENS
M. Christophe COLLIGNON	Mme Carine LECOMTE	Mme Véronique SALVI
Mme Latifa GAHOUCI	Mme. Patricia POTIGNY ¹	
M. Nicolas MARTIN	M. Nicolas TZANETATOS ²	
Mme Christie MORREALE		
Mme Olga ZRIHEN		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Jean-Marc DUPONT	Mme Laetitia BROGNIEZ	M. Dimitri FOURNY
Mme Joëlle KAPOMPOLE	M. Christophe DISTER ³	Mme Marie-Dominique SIMONET
Mme Anne LAMBELIN	M. Yves EVRARD	
M. Jean-Charles LUPERTO	M. Laurent HENQUET	
M. Maurice MOTTARD		
Mme Sophie PECRIAUX		

La commission s'est réunie à 20 reprises lors de la session 2015-2016 pour une durée totale de 43 heures et 16 minutes.

* Désignation en date du 28 septembre 2015.

¹ En remplacement de M. Jean-Paul WAHL, le 30 septembre 2015

² En remplacement de M. Gilles MOUYARD, le 28 septembre 2015

³ En remplacement de Mme Virginie DEFRANG-FIRKET, le 15 mai 2015



SOUS-COMMISSION DE CONTRÔLE DES LICENCES D'ARMES

Président M. Nicolas TZANETATOS*

Vice-Présidente Mme Carine LECOMTE*

Vice-Présidente Mme Véronique BONNI*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	Mme Carine LECOMTE	Mme Véronique SALVI
Mme Latifa GAHOUCI	Mme Patricia POTIGNY ¹	
Mme Christie MORREALE	M. Nicolas TZANETATOS ²	
Mme Olga ZRIHEN		

La sous-commission s'est réunie à huis-clos à 2 reprises lors de la session 2015-2016 pour une durée totale de 1 heure et 30 minutes.

* Désignation en date du 16 novembre 2015

¹ En remplacement de M. Gilles MOUYARD, le 30 septembre 2015

² En remplacement de M. Jean-Paul WAHL, le 30 septembre 2015

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SANTÉ

Présidente Mme Joëlle KAPOMPOLE*

Vice-Président M. Philippe KNAEPEN*

Vice-Présidente Mme Véronique DURENNE*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	Mme Véronique DURENNE	Mme Clotilde LEAL LOPEZ
Mme Joëlle KAPOMPOLE	Mme Valérie DE BUE ¹	Mme Véronique SALVI
M. Nicolas MARTIN	M. Philippe KNAEPEN	
M. Alain ONKELINX	M. Jean-Paul WAHL	
Mme Sophie PECRIAUX		
Mme Christiane VIENNE		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. François DEVILLERS	Mme Virginie DEFRANG-FIRKET ²	M. Benoît DREZE
Mme Anne LAMBELIN	Mme Carine LECOMTE	Mme Isabelle MOINET
M. Bruno LEFEBVRE	M. Olivier MAROY	
M. Vincent SAMPAOLI	M. Nicolas TZANETATOS ³	
Mme Graziana TROTTA		
Mme Olga ZRIHEN		

La commission s'est réunie à 20 reprises lors de la session 2015-2016 pour une durée totale de 110 heures et 41 minutes.

* Désignation en date du 29 septembre 2015

¹ En remplacement de M. Nicolas TZANETATOS, le 30 septembre 2015

² En remplacement de M. Christophe DISTER, le 15 mai 2015

³ En remplacement de M. DODRIMONT, le 30 septembre 2015

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

Président M. Philippe DODRIMONT*

Vice-Président M. Vincent SAMPAOLI*

Vice-Présidente Mme Marie-Dominique SIMONET*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Anthony DUFRANE	Mme Christine DEFRAIGNE	Mme Marie-Dominique SIMONET
Mme Anne LAMBELIN	M. Philippe DODRIMONT	M. Isabelle STOMMEN ²
M. Mauro LENZINI	M. Olivier DESTREBECQ ¹	
Mme Christie MORREALE	M. Yves EVRARD	
Mme Christine POULIN		
M. Vincent SAMPAOLI		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	Mme Laetitia BROGNIEZ	M. François DESQUESNES
M. Philippe COURARD	Mme Magali DOCK ⁴	Mme Mathilde VANDORPE
M. Pierre-Yves DERMAGNE	M. Gilles MOUYARD	
M. Jean-Marc DUPONT	Mme Valérie WARZEE-CAVERENNE ⁵	
M. Serdar KILIC ³		
Mme Sophie PECRIAUX		

La commission s'est réunie à 19 reprises lors de la session 2015-2016 pour une durée totale de 61 heures et 43 minutes.

* Désignation en date du 29 septembre 2015

1 En remplacement de Mme Magali DOCK, le 30 septembre 2015

2 En remplacement de Mme Marie-Martine SCHYNS, le 27 avril 2016

3 En remplacement de M. Hicham IMANE, le 6 juillet 2016

4 En remplacement de M. Jean-Luc CRUCKE, le 30 septembre 2015

5 En remplacement de M. François BELLOT, le 27 avril 2016

COMMISSION DES POUVOIRS LOCAUX, DU LOGEMENT ET DE L'ÉNERGIE

Président M. Gilles MOUYARD*

Vice-Président M. Pierre-Yves DERMAGNE*

Vice-Président M. Josy ARENS*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Christophe COLLIGNON	Mme Virginie DEFRANG-FIRKET	M. Josy ARENS
M. Pierre-Yves DERMAGNE	Mme Magali DOCK ²	M. Dimitri FOURNY
M. Jean-Marc DUPONT	M. Olivier MAROY	
Mme Déborah GERADON	M. Gilles MOUYARD ³	
M. Serdar KILIC ¹		
M. Edmund STOFFELS		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Jean-Pierre DENIS	Mme Jenny BALTUS-MÔRES	Mme Clotilde LEAL LOPEZ
M. Dimitri LEGASSE	M. Jean-Luc CRUCKE ⁴	Mme Véronique WAROUX
M. Mauro LENZINI	Mme Jacqueline GALANT ⁵	
M. Maurice MOTTARD	M. Patrick LECERF	
M. Patrick PREVOT		
M. Alain ONKELINX		

La commission s'est réunie à 25 reprises lors de la session 2015-2016 pour une durée totale de 129 heures et 24 minutes.

* Désignation en date du 29 septembre 2015

1 En remplacement de M. Hicham IMANE, le 6 juillet 2016

2 En remplacement de Mme Véronique CORNET, le 30 septembre 2015

3 En remplacement de M. Jean-Luc CRUCKE, le 30 septembre 2015

4 En remplacement de Mme Magali DOCK, le 30 septembre 2015

5 En remplacement de M. Georges-Louis BOUCHEZ, le 15 avril 2016

COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRANSPORTS

Président M. Edmund STOFFELS*

Vice-Président M. Philippe DODRIMONT*

Vice-Président M. Jean-Pierre DENIS*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Jean-Pierre DENIS	Mme Valérie DE BUE	M. Pascal BAURAIN ²
M. Pierre-Yves DERMAGNE	M. Philippe DODRIMONT	Mme Véronique WAROUX
Mme Déborah GERADON	M. Patrick LECERF	
M. Mauro LENZINI	M. Olivier MAROY	
M. Vincent SAMPAOLI ¹		
M. Edmund STOFFELS		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Anthony DUFRANE ³	Mme Laetitia BROGNIEZ	M. François DESQUESNES
M. Serdar KILIC ⁴	M. Philippe KNAEPEN	Mme Véronique SALVI
M. Dimitri LEGASSE	M. Nicolas TZANETATOS	
Mme Christie MORREALE	M. Jean-Paul WAHL	
M. Alain ONKELINX		
Mme Graziana TROTTA		

La commission s'est réunie à 39 reprises lors de la session 2015-2016 pour une durée totale de 248 heures et 39 minutes.

* Désignation en date du 28 septembre 2015

1 En remplacement de M. Anthony DUFRANE, le 10 mars 2016

2 En remplacement de Mme Savine MOUCHERON, le 8 juin 2016

3 En remplacement de M. Vincent SAMPAOLI, le 10 mars 2016

4 En remplacement de M. Hicham IMANE, le 6 juillet 2016



COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

Présidente Mme Olga ZRIHEN*

Vice-Présidente Mme Mathilde VANDORPE*

Vice-Présidente Mme Virginie GONZALEZ MOYANO*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Virginie GONZALEZ MOYANO	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	M. Benoît DREZE
M. Bruno LEFEBVRE	M. Laurent HENQUET	Mme Mathilde VANDORPE
M. Dimitri LEGASSE	Mme Marie-Françoise NICAISE	
M. Patrick PREVOT	Mme Patricia POTIGNY ¹	
Mme Graziana TROTTA		
Mme Olga ZRIHEN		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Jean-Pierre DENIS	M. Jean-Luc CRUCKE ²	M. Pascal BAURAIN ³
M. François DEVILLERS	Mme Valérie DE BUE	Mme Véronique WAROUX
Mme Latifa GAHOUCI	M. Olivier DESTREBECQ	
Mme Déborah GERADON	M. Pierre-Yves JEHOLET	
Mme Joëlle KAPOMPOLE		
Mme Christie MORREALE		

La commission s'est réunie à 20 reprises lors de la session 2015-2016 pour une durée totale de 78 heures et 19 minutes.

* Désignation en date du 29 septembre 2015

¹ En remplacement de M. Christophe DISTER, le 30 septembre 2015

² En remplacement de Mme Christine DEFRAIGNE, le 30 septembre 2015

³ En remplacement de Mme Savine MOUCHERON, le 8 juin 2016



COMMISSION DU BUDGET ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président M. Benoît DREZE*

Vice-Président M. Alain ONKELINX*

Vice-Président M. Laurent HENQUET*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Jean-Marc DUPONT	M. Jean-Luc CRUCKE	M. Benoît DREZE
Mme Joëlle KAPOMPOLE	M. Laurent HENQUET	M. Dimitri FOURNY
Mme Anne LAMBELIN	M. Philippe KNAEPEN	
M. Bruno LEFEBVRE	Mme Valérie WARZEE-CAVERENNE ¹	
M. Alain ONKELINX		
Mme Christine POULIN		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Philippe COURARD	M. Olivier DESTREBECQ	M. Pascal BAURAIN ³
Mme Latifa GAHOUCI	Mme Jacqueline GALANT ²	Mme Clotilde LEAL LOPEZ
Mme Déborah GERADON	M. Pierre-Yves JEHOLET	
M. Patrick PREVOT	Mme Marie-Françoise NICAISE	
Mme Christiane VIENNE		
Mme Olga ZRIHEN		

La commission s'est réunie à 22 reprises lors de la session 2015-2016 pour une durée totale de 82 heures et 12 minutes.

* Désignation en date du 28 septembre 2015

1 En remplacement de M. Georges-Louis BOUCHEZ, le 15 avril 2016

2 En remplacement de M. François BELLOT, le 27 avril 2016

3 En remplacement de Mme Savine MOUCHERON, le 8 juin 2016



COMMISSION DE L'AGRICULTURE ET DU TOURISME

Présidente Mme Jacqueline GALANT*

Vice-Présidente Mme Graziana TROTTA**

Vice-Présidente Mme Isabelle MOINNET**

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Philippe COURARD	Mme Laetitia BROGNIEZ	M. François DESQUESNES
M. François DEVILLERS	M. Christophe DISTER ²	Mme Isabelle MOINNET
M. Anthony DUFRANE ¹	M. Yves EVRARD	
M. Maurice MOTTARD	Mme Jacqueline GALANT ³	
M. Patrick PREVOT		
Mme Graziana TROTTA		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
Mme Virginie GONZALEZ MOYANO	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	Mme Isabelle STOMMEN ⁵
M. Bruno LEFEBVRE	Mme Magali DOCK	Mme Mathilde VANDORPE
M. Nicolas MARTIN	Mme Véronique DURENNE	
Mme Christine POULIN	M. Gilles MOUYARD	
M. Vincent SAMPAOLI ⁴		
M. Edmund STOFFELS		

La commission s'est réunie à 19 reprises lors de la session 2015-2016 pour une durée totale de 71 heures et 49 minutes.

* Désignation en date du 9 mai 2016, en remplacement de M. François BELLOT, membre du Gouvernement fédéral

** Désignation en date du 28 septembre 2015

1 En remplacement de M. Vincent SAMPAOLI, le 10 mars 2016

2 En remplacement de M. Olivier DESTREBECQ, le 28 septembre 2015

3 En remplacement de M. François BELLOT, le 27 avril 2016

4 En remplacement de M. Anthony DUFRANE, le 10 mars 2016

5 En remplacement de Mme Marie-Martine SCHYNS, le 27 avril 2016

COMMISSION SPÉCIALE RELATIVE AU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

Président M. André ANTOINE*

Vice-Président M. Gilles MOUYARD*

Vice-Président M. Dimitri LEGASSE*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Christophe COLLIGNON	M. Jean-Luc CRUCKE	M. Dimitri FOURNY
M. Pierre-Yves DERMAGNE	M. Pierre-Yves JEHOLET	Mme Mathilde VANDORPE ¹
Mme Latifa GAHOUCI	M. Gilles MOUYARD	
Mme Déborah GERADON	M. Jean-Paul WAHL	
M. Dimitri LEGASSE		
Mme Christie MORREALE		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Anthony DUFRANE	Mme Véronique DURENNE	M. Josy ARENS
Mme Anne LAMBELIN	Mme Jacqueline GALANT ²	M. Benoît DREZE
M. Bruno LEFEBVRE	M. Philippe KNAEPEN	
Mme Sophie PECRIAUX	Mme Carine LECOMTE	
M. Patrick PREVOT		
M. Edmund STOFFELS		

La commission spéciale s'est réunie à 7 reprises lors de la session 2015-2016, pour une durée totale de 15 heures et 20 minutes.

* Désignation en date du 28 mai 2015

¹ En remplacement de Mme Véronique SALVI, le 27 avril 2016

² En remplacement de M. François BELLOT, le 27 avril 2016



COMMISSION DE COOPÉRATION

Président M. André ANTOINE*

Vice-Présidente Mme Jenny BALTUS-MÖRES*

Vice-Présidente Mme Véronique BONNI*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	M. André ANTOINE
M. Christophe COLLIGNON	Mme Carine LECOMTE	Mme Isabelle STOMMEN
Mme Christie MORREALE	M. Gilles MOUYARD	
M. Maurice MOTTARD	M. Nicolas TZANETATOS	
Mme Christine POULIN		
M. Edmund STOFFELS		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Pierre-Yves DERMAGNE	Mme Valérie DE BUE	M. Josy ARENS
Mme Latifa GAHOUCI	M. Christophe DISTER	M. Dimitri FOURNY
Mme Déborah GERADON	M. Olivier MAROY	
Mme Anne LAMBELIN	Mme Marie-Françoise NICAISE	
M. Mauro LENZINI		
M. Alain ONKELINX		

La commission s'est réunie 2 fois lors de la session 2015-2016, pour une durée totale de 3 heures et 31 minutes.
Une délégation du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a été reçue le 3 mars 2016 à Namur.

* Désignation en date du 15 octobre 2015

COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS

Cette commission de sept membres tirés au sort est chargée de la vérification des pouvoirs en cas d'élection partielle ou d'admission d'un membre suppléant.

Président M. Jean-Paul WAHL*

MEMBRES
M. Olivier DESTREBECQ
M. André-Pierre PUGET
M. Jean-Paul WAHL
Mme Véronique DURENNE
Mme Marie-Dominique SIMONET
Mme Latifa GAHOUCI
M. Edmund STOFFELS ¹

La commission s'est réunie à huis-clos à 4 reprises lors de la session 2015-2016, pour une durée totale de 32 minutes.

* Désignation en date du 24 mai 2016, en remplacement de Mme Marie-Dominique SIMONET

¹ Désignation en date du 27 avril 2016, en remplacement de M. François BELLOT, membre du Gouvernement fédéral

COMMISSION DE CONTRÔLE DES DÉPENSES ÉLECTORALES ET DES COMMUNICATIONS

Cette commission est chargée du contrôle des dépenses électorales engagées par les candidats, les listes et les partis pour les élections communales et provinciales d'une part et pour les élections régionales d'autre part. Elle examine par ailleurs les réclamations déposées à l'encontre de candidats à ces différentes élections.

La commission a également pour mission de contrôler les communications et campagnes d'information du président du Parlement de Wallonie, du Gouvernement wallon, d'un ou de plusieurs de ses membres, quel que soit le support médiatique, destinées au public, auxquelles ils ne sont pas tenus en vertu d'une disposition légale ou administrative et qui sont financées directement ou indirectement par des fonds publics.

Président M. André ANTOINE

Vice-Président M. Pierre-Yves DERMAGNE

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Christophe COLLIGNON	M. Jean-Luc CRUCKE	M. André ANTOINE
M. Philippe COURARD	Mme Magali DOCK	M. Dimitri FOURNY
M. Pierre-Yves DERMAGNE	M. Olivier MAROY	
Mme Anne LAMBELIN	M. Jean-Paul WAHL	
M. Bruno LEFEBVRE		
Mme Olga ZRIHEN		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	M. Christophe DISTER	M. Josy ARENS
Mme Joëlle KAPOMPOLE	M. Pierre-Yves JEHOLET	M. François DESQUESNES
M. Dimitri LEGASSE	M. Philippe KNAEPEN	
Mme Christie MORREALE	M. Gilles MOUYARD	
Mme Christine POULIN		
Mme Christiane VIENNE		

La commission s'est réunie à huis-clos à 20 reprises lors de la session 2015-2016, pour une durée totale de 4 heures et 39 minutes.

COMMISSION DES POURSUITES

Cette commission se réunit à huis-clos et est chargée d'examiner les demandes de suspension de détention d'un député, les demandes d'autorisation des poursuites introduites à l'égard d'un député ou d'un membre ou d'un ancien membre du Gouvernement wallon, les demandes de suspension des poursuites qui sont déjà engagées ou les demandes de règlement de la procédure à l'égard d'un député ou d'un membre ou d'un ancien membre du Gouvernement wallon dont est saisie l'assemblée.

Président M. Pierre-Yves DERMAGNE*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Christophe COLLIGNON	M. Pierre-Yves JEHOLET	M. François DESQUESNES
M. Pierre-Yves DERMAGNE	M. Nicolas TZANETATOS ¹	M. Dimitri FOURNY
M. Dimitri LEGASSE	M. Jean-Paul WAHL	
M. Patrick PREVOT		

La commission s'est réunie à huis-clos à 5 reprises lors de la session 2015-2016, pour une durée totale de 11 heures et 45 minutes. Un rapport a été présenté au Parlement le 16 décembre 2015 sur la demande de levée d'immunité parlementaire de M. Jean-Charles Luperto (Doc. 364 (2015-2016) N° 1).

* Désignation en date du 20 mars 2015

¹ En remplacement de Mme Véronique CORNET, le 30 septembre 2015

COMMISSION CHARGÉE DE QUESTIONS EUROPÉENNES

Président M. André ANTOINE

Vice-Président ¹

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Anne LAMBELIN	Mme Laetitia BROGNIEZ	M. André ANTOINE
M. Dimitri LEGASSE	Mme Virginie DEFANG-FIRKET	Mme Marie-Dominique SIMONET
Mme Latifa GAHOUCI	Mme Magali DOCK	
M. Vincent SAMPAOLI	Mme Jacqueline GALANT ³	
Mme Olga ZRIHEN		
²		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	Mme Christine DEFRAIGNE	M. François DESQUESNES
M. Anthony DUFRANE	M. Olivier DESTREBECK	Mme Isabelle MOINET
Mme Virginie GONZALEZ MOYANO	M. Yves EVRARD	
M. Nicolas MARTIN	Mme Patricia POTIGNY	
Mme Christie MORREALE		
Mme Graziana TROTTA		

La commission s'est réunie à 12 reprises lors de la session 2015-2016, pour une durée totale de 20 heures et 43 minutes.

¹ Suite au départ de M. Hicham IMANE, désigné Vice-Président le 29 février 2016, la vice-présidence attribuée au Groupe PS est restée vacante

² A la date du 27 juin 2016, il n'a pas été procédé au remplacement de M. Hicham IMANE

³ En remplacement de M. Georges-Louis BOUCHEZ, le 15 avril 2016

COMMISSION POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

Présidente Mme Anne LAMBELIN*

Vice-Présidente Mme Laetitia BROGNIEZ*

Vice-Présidente Mme Jenny BALTUS-MÖRES*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Véronique BONNI	Mme Jenny BALTUS-MÖRES	M. Patrick BAURAIN
Mme Anne LAMBELIN	Mme Laetitia BROGNIEZ	Mme Clotilde LEAL LOPEZ
M. Bruno LEFEBVRE	Mme Virginie DEFRANG-FIRKET	
Mme Christie MORREALE	Mme Patricia POTIGNY	
Mme Sophie PECRIAUX		
M. Patrick PREVOT		

MEMBRES SUPPLÉANTS		
PS	MR	cdH
M. Jean-Pierre DENIS	M. Christophe DISTER	M. Benoît DREZE
M. François DEVILLERS	Mme Véronique DURENNE	Mme Mathilde VANDORPE
Mme Virginie GONZALEZ MOYANO	M. Laurent HENQUET	
Mme Joëlle KAPOMPOLE	M. Nicolas TZANETATOS	
M. Alain ONKELINX		
Mme Graziana TROTTA		

La commission s'est réunie à 4 reprises lors de la session 2015-2016, pour une durée totale de 7 heures et 14 minutes.

* Désignation en date du 15 octobre 2015



COMITÉS

COMITÉ « MÉMOIRE ET DÉMOCRATIE »

Président..... M. Gilles MOUYARD*

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
Mme Déborah GERADON	Mme Valérie DE BUE	Mme Véronique SALVI
M. Alain ONKELINX	M. Gilles MOUYARD	Mme Mathilde VANDORPE

Le comité s'est réuni à 6 reprises lors de la session 2015-2016, pour une durée totale de 3 heures et 48 minutes.

* Désignation en date du 29 septembre 2015.

COMITÉ MIXTE ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC-PARLEMENT DE WALLONIE

Président..... M. André ANTOINE

MEMBRES EFFECTIFS		
PS	MR	cdH
M. Christophe COLLIGNON	M. Jean-Luc CRUCKE	M. André ANTOINE
Mme Virginie GONZALEZ MOYANO	M. Olivier DESTREBECQ	M. Dimitri FOURNY
Mme Sophie PECRIAUX	M. Olivier MAROY	

Le comité s'est réuni à 1 reprise lors de la session 2015-2016.

C. TRAVAIL LÉGISLATIF

TEXTES DÉPOSÉS, ADOPTÉS, REJETÉS OU RETIRÉS

COMMISSION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DES RELATIONS INTERNATIONALES

Document	Intitulé
Doc. 266 (2014-2015) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 15 juillet 2014 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire française concernant les modalités de fonctionnement de l'Institut interfédéral de Statistique, du conseil d'administration et des Comités scientifiques de l'Institut des Comptes nationaux, adopté le 14 octobre 2015.
Doc. 267 (2014-2015) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Islande, d'autre part, concernant la participation de l'Islande à l'exécution conjointe des engagements de l'Union européenne, de ses États membres et de l'Islande au cours de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto à la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques, fait à Bruxelles le 1er avril 2015, adopté le 14 octobre 2015.
Doc. 270 (2014-2015) N° 3	Projet de décret portant assentiment au Protocole, fait à Bruxelles le 9 juillet 2013, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Turquie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu, signée à Ankara le 2 juin 1987, adopté le 14 octobre 2015.
Doc. 271 (2014-2015) N° 3	Projet de décret portant assentiment au Protocole, signé à Mexico le 26 août 2013, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et les États-Unis mexicains tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Mexico le 24 novembre 1992, adopté le 14 octobre 2015.
Doc. 272 (2014-2015) N° 3	Projet de décret portant assentiment au Protocole, fait à Bruxelles le 8 mars 2010, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Corée tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bruxelles le 29 août 1977, telle que modifiée par la Convention additionnelle signée à Bruxelles le 20 avril 1994, adopté le 14 octobre 2015.
Doc. 273 (2014-2015) N° 3	Projet de décret portant assentiment au Protocole, fait à Bruxelles le 17 mai 2010, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et la République du Rwanda tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Kigali le 16 avril 2007, adopté le 14 octobre 2015.
Doc. 274 (2014-2015) N° 3	Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République orientale de l'Uruguay tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir la fraude fiscale, signée à Montevideo le 23 août 2013, adopté le 14 octobre 2015.
Doc. 275 (2014-2015) N° 3	Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Gouvernement belge et le Gouvernement macédonien tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir l'évasion fiscale, faite à Bruxelles le 6 juillet 2010, adopté le 14 octobre 2015.
Doc. 303 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française et la Commission communautaire française en matière de gratuité des détachements dans les cabinets ministériels, adopté le 18 novembre 2015.
Doc. 329 (2015-2016) N° 3	Projet de décret modifiant le décret du 23 juillet 1998 déterminant le jour de fête et les emblèmes propres à la Région wallonne en vue d'officialiser l'emblème floral de la Wallonie, adopté le 2 décembre 2015.
Doc. 379 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur les transports routiers internationaux, fait à Moscou le 2 mars 2007, adopté le 2 mars 2016.
Doc. 380 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, fait à Bruxelles le 2 décembre 2010, adopté le 2 mars 2016.



Document	Intitulé
Doc. 381 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, signé à Bruxelles le 15 mai 2014, adopté le 2 mars 2016.
Doc. 382 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, signé à Bruxelles le 12 juillet 2006, adopté le 2 mars 2016.
Doc. 383 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Marché commun d'Afrique orientale et australe, fait à Bruxelles le 2 mars 2007, adopté le 2 mars 2016.
Doc. 384 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant assentiment à la Convention établissant l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale et à l'Acte final, faits à Stockholm le 27 février 1995, tels qu'amendés le 24 janvier 2006, adopté le 2 mars 2016.
Doc. 458 (2015-2016) N° 3	Projet de décret relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques, adopté le 25 mai 2016.
Doc. 472 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, fait à Bruxelles le 15 décembre 2010, adopté le 8 juin 2016.
Doc. 473 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et Bioversity International, fait à Bruxelles le 3 décembre 2012, modifiant l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'International Plant Genetic Resources Institute, signé à Bruxelles le 15 octobre 2003, adopté le 8 juin 2016.
Doc. 474 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Office international des Epizooties, signé à Bruxelles le 14 mars 2013, adopté le 8 juin 2016.
Doc. 475 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, fait à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011, ainsi qu'à l'Accord annexe entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, l'Islande, deuxièmement, et le Royaume de Norvège, troisièmement, concernant l'application de l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, fait à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011, adopté le 8 juin 2016.
Doc. 476 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Institut européen de la forêt sur les privilèges et immunités du Bureau de Liaison de l'Institut européen de la forêt, fait à Bruxelles le 9 octobre 2013, adopté le 8 juin 2016.
Doc. 477 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen, à l'Acte final et aux trois accords y afférents, faits à Bruxelles le 11 avril 2014 et le 5 novembre 2014, adopté le 8 juin 2016.
Doc. 478 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord modificatif et complémentaire à l'Accord signé à Bruxelles le 12 mai 1967 entre le Royaume de Belgique et le Quartier général suprême des Forces alliées en Europe concernant les conditions particulières d'installation et de fonctionnement de ce quartier général sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Bruxelles le 10 septembre 2013, adopté le 8 juin 2016.
Doc. 479 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Centre international pour le Développement des Politiques migratoires, signé à Bruxelles le 21 mai 2008, adopté le 8 juin 2016.
Doc. 558 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant le décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques déposée par Madame Zrihen et Monsieur Arens

Document	Intitulé
Doc. 581 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant le décret du 1er avril 2004 relatif au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil régional wallon, ainsi qu'au contrôle des communications du président du Conseil régional wallon et des membres du Gouvernement wallon déposée par Madame Dock, Messieurs Maroy, Crucke, Wahl, Mouyard et Jeholet
Doc. 584 (2015-2016) N° 1	Projet de décret modifiant le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public
Doc. 585 (2015-2016) N° 1	Projet de décret modifiant le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution et le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SANTÉ

Document	Intitulé
Doc. 261 (2014-2015) N° 3	Proposition de décret visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, déposée par Mesdames Moucheron, Lambelin, Leal Lopez, Monsieur Prévot et Madame Baltus-Möres, adoptée le 2 mars 2016.
Doc. 268 (2014-2015) N° 3	Projet de décret insérant certaines dispositions dans le Code Wallon de l'Action sociale et de la Santé, relatives à la reconnaissance d'une plate-forme d'échange électronique des données de santé, adopté le 14 octobre 2015.
Doc. 292 (2015-2016) N° 4	Projet de décret portant création de fonds budgétaires en matière de routes et de voies hydrauliques, adopté le 28 octobre 2015.
Doc. 327 (2015-2016) N° 9	Projet de décret relatif à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, adopté le 2 décembre 2015.
Doc. 368 (2015-2016) N° 3	Projet de décret insérant dans le Code Wallon de l'Action sociale et de la Santé des dispositions relatives aux centres de coordination des soins et de l'aide à domicile, adopté le 17 février 2016.
Doc. 411 (2015-2016) N° 4	Projet de décret modifiant certaines dispositions du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives aux abris de nuit, adopté le 27 avril 2016.
Doc. 417 (2015-2016) N° 4	Projet de décret modifiant le Livre II du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, adopté le 27 avril 2016.
Doc. 450 (2015-2016) N° 4	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 24 mars 2016 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création d'un organe de conciliation dans le cadre des systèmes de télépéage sur le territoire des trois régions, adopté le 25 mai 2016.
Doc. 459 (2015-2016) N° 5	Projet de décret relatif aux trains de véhicules plus longs et plus lourds (VLL ou écocombis) dans le cadre de projets-pilotes, adopté le 25 mai 2016.
Doc. 498 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret relatif à la régionalisation du transport exceptionnel déposée par Monsieur Fourny, Mesdames Salvi et Leal Lopez
Doc. 511 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret insérant un livre VIII dans le Code Wallon de l'Action sociale et de la Santé (partie décrétable) relatif à l'aide aux victimes de violences conjugales et intrafamiliales déposée par Mesdames Morreale, Kapompole, Pécriaux, Messieurs Onkelinx, Martin et Mme Lambelin
Doc. 560 (2015-2016) N° 1	Projet de décret modifiant le Code Wallon de l'Action sociale et de la Santé
Doc. 561 (2015-2016) N° 1	Projet de décret portant des mesures diverses en matière de sécurité routière, et de voies hydrauliques
Doc. 568 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant le Code Wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif aux centres d'accueil et de soins de jour déposée par Monsieur Desquesnes, Mesdames Salvi et Leal Lopez



COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

Document	Intitulé
Doc. 142 (2014-2015) N° 1	Proposition de décret portant création des prêts WalWin, déposée par Messieurs Destrebecq, Jeholet, Dodrimont, Bouchez et Knaepen, retirée par ses auteurs le 12 avril 2016.
Doc. 326 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret relative aux groupements d'animation commerciale, déposée par Monsieur Desquesnes, Mesdames Simonet, Waroux, Salvi, Leal Lopez et Monsieur Arens
Doc. 418 (2015-2016) N° 3	Projet de décret modifiant le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, adopté le 27 avril 2016.
Doc. 431 (2015-2016) N° 6	Projet de décret Prêt Coup de Pouce, adopté le 27 avril 2016.
Doc. 480 (2015-2016) N° 1	Projet de décret conjoint de la Région wallonne et de la Communauté française relatif à la réutilisation des informations du secteur public, déposé le 11 mai 2016.
Doc. 481 (2015-2016) N° 1	Projet de décret conjoint de la Région wallonne et de la Communauté française relatif à la réutilisation des informations du secteur public pour les matières visées par l'article 138 de la Constitution, déposé le 11 mai 2016.
Doc. 574 (2015-2016) N° 1	Projet de décret relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion

COMMISSION DES POUVOIRS LOCAUX, DU LOGEMENT ET DE L'ÉNERGIE

Document	Intitulé
Doc. 269 (2014-2015) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au transfert d'unités de quantité attribuée aux Régions pour la période 2008-2012, adopté le 14 octobre 2015.
Doc. 297 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article L4145-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin d'assurer la proportionnalité du scrutin lors des élections communales déposée par Messieurs Hazée et Henry, rejetée le 11 mai 2016.
Doc. 333 (2015-2016) N° 4	Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux et provinciaux, déposée par Messieurs Collignon, Fourny et Jeholet, adoptée le 17 décembre 2015.
Doc. 336 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité afin que l'octroi de certificats verts aux unités produisant de l'énergie renouvelable soit conditionné au strict respect des normes environnementales et de protection de la santé publique, déposée par Monsieur Stoffels.
Doc. 378 (2015-2016) N° 4	Projet de décret visant à réaliser un saut d'index des loyers, adopté le 2 mars 2016.
Doc. 400 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en ce qui concerne la publication des règlements et ordonnances communaux, déposée par Messieurs Desquesnes, Antoine, Arens, Drèze, Mesdames Moinnet et Waroux
Doc. 401 (2015-2016) N° 3	Projet de décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, adopté le 2 mars 2016.
Doc. 425 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles L1122-18, L1124-1, L1211-3 et L1212-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à créer un service public local déposée par Monsieur Desquesnes, Mesdames Waroux, Moinnet, Messieurs Arens, Antoine et Drèze
Doc. 426 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale et visant à créer un service public local déposée par Monsieur Desquesnes, Mesdames Waroux, Moinnet, Messieurs Arens, Antoine et Drèze

Document	Intitulé
Doc. 449 (2015-2016) N° 4	Projet de décret modifiant le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, adopté le 25 mai 2016.
Doc. 502 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret visant à améliorer la prévention des incendies dans les logements déposée par Monsieur Jeholet, Mesdames Defrang-Firket, Dock, Messieurs Maroy, Mouyard et Dodrimont
Doc. 510 (2015-2016) N° 6	Projet de décret relatif à l'octroi d'un avantage fiscal pour l'acquisition de l'habitation propre : le Chèque Habitat, adopté le 20 juillet 2016.
Doc. 532 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret instituant l'usufruit locatif en vue de renforcer l'offre de logements déposée par Messieurs Crucke, Jeholet, Mesdames Dock, Defrang-Firket, Messieurs Maroy et Mouyard
Doc. 539 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en ce qui concerne les déclarations d'apparement et de regroupement déposée par Messieurs Collignon, Legasse, Dupont, Courard, Dermagne et Madame Bonni
Doc. 542 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret remplaçant l'article 124 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale déposée par Messieurs Collignon, Legasse, Dupont, Courard, Dermagne et Madame Bonni
Doc. 544 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret visant à améliorer le régime juridique de conservation des cendres à domicile déposée par Mesdames Salvi, Trotta, Messieurs Knaepen, Arens, Dupont et Mouyard
Doc. 545 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret instaurant un encadrement des loyers sur le marché privé déposée par Monsieur Warnier
Doc. 547 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret insérant un article L1122-35bis dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de créer un conseil consultatif communal obligatoire des aînés déposée par Messieurs Antoine, Desquesnes et Madame Leal Lopez
Doc. 548 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret insérant un article L1122-35bis dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de créer un conseil communal obligatoire des enfants déposée par Messieurs Antoine, Arens et Mme Moinnet
Doc. 554 (2015-2016) N° 1	Projet de décret modifiant les articles L1523-13 et L1523-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à améliorer le dialogue social
Doc. 555 (2015-2016) N° 1	Projet de décret modifiant l'article 129 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale et visant à améliorer le dialogue social
Doc. 565 (2015-2016) N° 1	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 16 octobre 2015 modifiant l'accord de coopération du 2 septembre 2013 conclu entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre conformément à la directive 2008/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 modifiant la directive 2003/87/CE afin d'intégrer les activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
Doc. 571 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles L1332-1, L1332-14, L1332-15 et L1332-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation déposée par Messieurs Antoine, Desquesnes et Madame Moinnet
Doc. 576 (2015-2016) N° 1	Projet de décret relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité

COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRANSPORTS

Document	Intitulé
Doc. 243 (2014-2015) N° 3	Projet de décret modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux afin d'interdire la commercialisation d'animaux dans les lieux publics, adopté le 14 octobre 2015.
Doc. 307 (2015-2016) N° 377	Projet de décret abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, et du Patrimoine, et formant le Code du Développement Territorial, adopté le 20 juillet 2016.
Doc. 369 (2015-2016) N° 5	Projet de décret modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en vue de déclarer les secteurs publics issus du domaine de l'eau comme étant des services d'intérêt économique général, adopté le 10 mars 2016.
Doc. 412 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 16 février 2016 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, adopté le 13 avril 2016.
Doc. 484 (2015-2016) N° 12	Projet de décret modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement, adopté le 22 juin 2016.
Doc. 505 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret relative aux actes et travaux pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général déposée par Messieurs Antoine et Fourny
Doc. 556 (2015-2016) N° 1	Projet de décret portant modification du décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre Ier du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture
Doc. 578 (2015-2016) N° 1	Projet de décret modifiant le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto
Doc. 583 (2015-2016) N° 1	Projet de décret modifiant l'article 11bis de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en ce qui concerne la publicité visant la commercialisation d'espèces animales

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

Document	Intitulé
Doc. 102 (2014-2015) N° 1	Proposition de décret étendant le caractère obligatoire du parcours d'accueil à l'apprentissage du français, à la formation à la citoyenneté et au suivi d'une orientation socioprofessionnelle, déposée par Monsieur Jeholet, Madame Reuter, Messieurs Dodrimont, Mouyard, Wahl et Knaepen, rejetée le 14 octobre 2015
Doc. 306 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret visant à modifier l'article 1er du décret de la Région wallonne du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal, déposée par Monsieur Stoffels.
Doc. 328 (2015-2016) N° 4	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé « SFMQ », adopté le 17 décembre 2015.
Doc. 354 (2015-2016) N° 3	Projet de décret modifiant différents décrets en vue de l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière d'emploi et de patrimoine, adopté le 17 décembre 2015.
Doc. 404 (2015-2016) N° 4	Projet de décret modifiant le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, adopté le 16 mars 2016.
Doc. 440 (2015-2016) N° 4	Projet de décret portant mise en œuvre de la sixième réforme de l'État et diverses dispositions relatives à la politique de l'emploi, adopté le 27 avril 2016.
Doc. 448 (2015-2016) N° 3	Projet de décret modifiant le décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, adopté le 25 mai 2016.
Doc. 521 (2015-2016) N° 3	Projet de décret relatif aux incitants financiers octroyés aux entreprises partenaires de la formation en alternance, aux apprenants en alternance et pour les coaches sectoriels, adopté le 20 juillet 2016.
Doc. 522 (2015-2016) N° 3	Projet de décret modifiant diverses législations en rapport avec la formation en alternance, adopté le 20 juillet 2016.
Doc. 540 (2015-2016) N° 3	Projet de décret modifiant la législation relative aux bonus de démarrage et de stage, adopté le 20 juillet 2016.
Doc. 541 (2015-2016) N° 4	Projet de décret modifiant la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés, adopté le 20 juillet 2016.

COMMISSION DU BUDGET ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Document	Intitulé
Doc. 293 (2014-2015) N° 1	Proposition de décret modifiant la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision afin de supprimer la redevance télévision déposée par Messieurs Jeholet, Crucke, Henquet, Bouchez, Knaepen et Dodrimont, rejetée le 13 avril 2016
Doc. 294 (2015-2016) N° 3	Projet de décret modifiant la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du Grand-Duché du Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une Eurovignette, conformément à la directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993, adopté le 28 octobre 2015.
Doc. 301 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 257 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'instaurer l'automatisme des réductions, remises ou modérations de précompte immobilier, déposée par Messieurs Fourny et Drèze.
Doc. 302 (2015-2016) N° 3	Projet de décret abrogeant l'assimilation de bpost à l'État en matière de fiscalité régionale wallonne, prévue par la loi du 6 juillet 1971 relative à la création de bpost et à certains services postaux, adopté le 18 novembre 2015.
Doc. 320 (2015-2016) N° 3	Projet de décret-programme portant des mesures diverses liées au régime des mandats dans plusieurs organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne, adopté le 2 décembre 2015.
Doc. 343 (2015-2016) N° 4	Projet de décret modifiant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement wallon, le décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'air et du climat et le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, adopté le 17 décembre 2015.
Doc. 385 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 3 décembre 2015 entre la Communauté française et la Région wallonne habilitant les Comités d'acquisition wallons à réaliser des opérations patrimoniales pour le compte de la Communauté française et des entités qui en dépendent, adopté le 2 mars 2016.
Doc. 419 (2015-2016) N° 3	Projet de décret modifiant le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal, adopté le 13 avril 2016.
Doc. 421 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret visant à l'établissement d'une politique de données ouvertes (open data) déposée par Messieurs Hazée et Henry
Doc. 424 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret visant à l'établissement d'une politique de données ouvertes (open data) pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne déposée par Messieurs Hazée et Henry
Doc. 516 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 2012, adopté le 20 juillet 2016
Doc. 517 (2015-2016) N° 3	Projet de décret portant règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 2013, adopté le 20 juillet 2016
Doc. 518 (2015-2016) N° 3	Projet de décret modifiant le décret du 22 juillet 2010 créant un Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie, adopté le 20 juillet 2016.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE ET DU TOURISME

Document	Intitulé
Doc. 311 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature afin de protéger diverses espèces végétales et de renforcer la biodiversité végétale, déposée par Monsieur Henry et Madame Ryckmans
Doc. 324 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant la loi du 28 février 1882 sur la chasse, déposée par Monsieur Henry et Madame Ryckmans
Doc. 445 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant le Code wallon du tourisme et relative aux hébergements particuliers mis en location touristique via des plateformes communautaires déposée par Monsieur Desquesnes, Mesdames Simonet, Moucheron, Vandorpe, Schyns et Moinnet
Doc. 489 (2015-2016) N° 4	Proposition de décret modifiant la loi du 28 février 1882 sur la chasse, adoptée le 22 juin 2016
Doc. 557 (2015-2016) N° 1	Projet de décret limitant les fermages
Doc. 580 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles 1er et 4ter du décret de la Région wallonne du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne et visant à assurer une unicité de gestion des missions de sûreté et de sécurité déposée par Messieurs Jeholet, Evrard, Mesdames Brogniez, Galant et Monsieur Dister

COMMISSION SPÉCIALE RELATIVE AU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

Document	Intitulé
Doc. 300 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret spécial visant à assurer la proportionnalité du scrutin lors des élections régionales déposée par Messieurs Hazée et Henry
Doc. 538 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à instaurer le vote panaché déposée par Messieurs Antoine, Fourny et Madame Salvi
Doc. 559 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret spécial instituant la consultation populaire déposée par Messieurs Collignon, Fourny, Mouyard et Puget
Doc. 563 (2015-2016) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article L4121-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relative aux conditions d'électorat des personnes protégées déposée par Monsieur Crucke, Madame Defrang-Firket, Monsieur Mouyard, Madame Dock, Messieurs Maroy et Jeholet



AUDITIONS EN COMMISSIONS

COMMISSION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DES RELATIONS INTERNATIONALES

La politique de relations internationales de la Région.

Présentation de la note de politique internationale de la Région par Monsieur Magnette, Ministre-Président du Gouvernement wallon (CRIC N° 49 (2015-2016)) - le 30 novembre 2015, auditions de :

- Monsieur Monceau, Haut-Représentant de WBI à Genève pour les droits fondamentaux, la société de l'information et l'économie numérique ;
- Madame Delcomminette, Administratrice générale de WBI et de l'AWEx.

La procédure d'assentiment (CRIC N° 108 (2015-2016)) - le 29 février 2016, auditions de :

- Monsieur Cermak, chargé de recherche au Centre national de coopération au développement (CNCD) ;
- Monsieur Rychter, membre du groupe de travail « Traités mixtes » ;
- Monsieur Bouhon, chargé de cours à l'unité de droit public et de droit constitutionnel de l'ULg.

La coordination des compétences dévolues à la Région wallonne en matière de politiques criminelles et de sécurité (CRIC N° 131 (2015-2016)) - le 11 avril 2016, audition de :

- Monsieur Koekelberg, officier de référence de la police intégrée auprès de la Région wallonne.

Les relations internationales de la Wallonie (CRIC N° 156 (2015-2016)) - le 9 mai 2016, audition de :

- Monsieur Roberti, Délégué général de la délégation des consuls honoraires en Wallonie.

Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) - Le point sur les activités de la BEI (CRIC N° 214 (2015-2016)) - le 18 juillet 2016, audition de :

- Monsieur Noël, représentant habilité de la BEI à Bruxelles.

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SANTÉ

Projet de décret relatif à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles (CRIC N° 45 (2015-2016)) - le 20 novembre 2015, auditions de :

- Monsieur Smeets, Directeur général de l'Association de représentation des établissements et services de soins (SANTHEA) ;
- Monsieur Vandesype, Secrétaire général de l'Union des entreprises à profit social (UNIPSO) ;
- Monsieur Dawance et Madame Delbrassinne, Secrétaire général et Première Attachée du CESW ;
- Monsieur Fredericq, Secrétaire général de Femarbel-Ferubel ;
- Madame Kempeneers, Secrétaire générale de l'asbl Inclusion ;
- Monsieur Francart, représentant habilité du Service d'études de l'UCM ;
- Madame Fierens, Directrice de la Ligue des usagers des services de santé.

Mise en œuvre de l'article 15 des décrets du 12 février 2004 relatifs au statut de l'administrateur public (CRIC N° 89 (2015-2016)) - le 26 janvier 2016, exposé de :

- M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de l'Action sociale, de la Santé et du Patrimoine.

La situation du fret ferroviaire (CRIC N° 101 (2015-2016)) - le 16 février 2016, auditions de :

- Madame Wouters, représentante habilitée de la Cellule ferroviaire du SPW ;
- Monsieur Pauwels, CEO de SNCB Logistics ;
- Monsieur Saelens, Conseiller au Département Environnement, Energie, Aménagement du territoire et Mobilité à l'Union wallonne des entreprises (UWE) ;
- Madame Dufrasne, Responsable de la Cellule Développement Economique Territorial, en charge du projet d'Opérateur Ferroviaire de Proximité à l'Intercommunale de développement économique et d'aménagement du territoire (IDEA).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

Mise en œuvre de l'article 15 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public (CRIC N° 90 (2015-2016)) - le 26 janvier 2016, exposé de :

- M. Marcourt, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique.

Proposition de résolution visant à soutenir le développement du secteur des drones en Wallonie,

déposée par Madame Defrang-Firket, Messieurs Jeholet, Dodrimont, Evrard et Madame Dock - le 16 février 2016 (CRIC N° 102 (2015-2016)), auditions de:

- Messieurs Colson et Dufrane, Conseiller et Conseiller aérien au cabinet de Madame Galant, Ministre fédérale de la Mobilité ;

- Monsieur Pourbaix, Managing Director du Pôle de compétitivité aérospatial « SKYWIN » ;

- Madame Daumerie, Officier de liaison SKYWIN de l'AWEX ;

- Monsieur Montfort, Directeur de la Direction générale opérationnelle DGO6 ;

- Monsieur Mascart, Vice-Président francophone du groupement d'entreprises « BeUAS » ;

- Monsieur Van Lysebetten et Monsieur Van Cranenbroeck, Président-Coordinateur DV et partenaire en R&D du groupement d'entreprises « Drone Valley » ;

et le 1er mars 2016 (CRIC N° 113 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Fraiture, gérant d'« Espace Drone » ;

- Monsieur Eschenauer, Administrateur délégué de Aerobot S.A.-Fleye ;

- Monsieur Prévaire, CEO et Président de l'entreprise « Flying Cam » ;

- Monsieur Blockmans, gérant de l'entreprise « Belgian Drone School » (BFS).

Rapport sur l'économie wallonne pour l'année 2016 - le 26 avril 2016 (CRIC N° 150 (2015-2016)), auditions de :

- Madame Hennart, Attachée à la Direction générale opérationnelle de l'Economie, de l'Emploi & de la Recherche (DGO6) ;

- Messieurs Brunet et Caruso, Administrateur général et Attaché scientifique de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) ;

- Monsieur Bayenet, Vice-Président du Comité de direction de la Société Wallonne de Gestion et de Participations S.A. (SOGÉPA).

COMMISSION DES POUVOIRS LOCAUX, DU LOGEMENT ET DE L'ÉNERGIE

Proposition de résolution visant à instaurer un dispositif de loyer de référence, déposée par Messieurs Stoffels, Dermagne, Collignon, Dupont et Onkelinx (Doc. 248 (2014-2015) N° 1) - le 1er octobre 2015 (CRIC N° 10 (2015-2016)), auditions de :

- Messieurs Hilgers et Rolshoven, Coordinateur IT et responsable pour la procédure de demande et l'examen du financement en vue de la promotion de logements sociaux dans le domaine spécialisé du logement de la Ville d'Aix-la-Chapelle.

Les compteurs communicants - le 15 octobre 2015 (CRIC N° 19 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Grifnée, Administrateur délégué d'ORES ;

- Madame Ciuti, Coordinatrice du Réseau Wallon pour l'Accès Durable à l'Energie (RWAE) ;

- Monsieur Collado, Directeur de la Direction technique de la Commission wallonne pour l'énergie (CWaPE) ;

- Monsieur De Laet, Directeur technique de Nethys ;

- Messieurs Lismond-Mertes et Vanlerberghe, Secrétaire général et chargé de recherches du collectif « solidarité contre l'exclusion » ;

- Madame Fonck, Manager Public and Regulatory Affaires & European activities du Gestionnaire de réseau de transport d'électricité ELIA ;

et le 29 octobre 2015 (CRIC N° 35 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Grégoire Wallenborn, chargé de recherches à l'Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire (IGEAT) ;

- Monsieur Damien Ernst, Professeur en électromagnétique à l'Ulg.

Proposition de résolution visant à instaurer un dispositif de loyer de référence, déposée par Messieurs Stoffels, Dermagne, Collignon, Dupont et Onkelinx (Doc. 248 (2014-2015) N° 1) - le 3 décembre 2015 (CRIC N° 57 (2015-2016)), auditions de :

- Madame Steinbach, Présidente des Equipes populaires ;

- Monsieur Pradella, Directeur du Centre d'études en habitat durable de la Wallonie (CEHD).

Etude publiée par Greenpeace intitulée « L'investissement nécessaire » – le 14 janvier 2016 (CRIC N° 81 (2015-2016)), audition de :

- Madame Boulet, experte en énergie renouvelable au sein de Greenpeace.

Mise en œuvre de l'article 15 des décrets du 12 février 2004 relatifs au statut de l'administrateur public – le 26 janvier 2016 (CRIC N° 91 (2015-2016)), exposé de :

- Monsieur Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie.

Proposition de résolution visant à permettre le maintien à domicile des seniors par le développement du « logement kangourou » en Wallonie, déposée par

Madame Leal Lopez, Messieurs Arens et Fourny (Doc. 237 (2014-2015) N° 1) et **proposition de résolution appelant à fournir un cadre juridique sûr à la colocation**, déposée

par Messieurs Hazée et Henry (Doc. 264 (2014-2015) N° 1) – le 1er mars 2016 (CRIC N° 114 (2015-2016)), auditions de :

- Madame Delcourt, Directrice du Syndicat National des Propriétaires et Copropriétaires (SNPC) ;
- Monsieur Bernard, professeur à l'Université Saint-Louis et le 12 avril 2016 (CRIC N° 137 (2015-2016)), auditions de :
- Messieurs Ceder et Ponchaut, Conseillers à l'Union des villes et Communes de Wallonie (UVCW) ;
- Madame Cols, Juriste Pôles social et pénal de l'asbl Droits quotidiens ;
- Monsieur de Kerautem, Président de l'asbl « Un toit deux âges » ;
- Monsieur Garcia, Secrétaire général du Syndicat des locataires.

Le suivi des accords climatiques – le 14 juillet 2016 (CRIC N° 208 (2015-2016)), auditions de :

- Madame Rigot, chargée de recherche au Centre national de coopération au développement (CNCD-11.11.11) ;
- Monsieur Van Nuffel, porte-parole de la Coalition Climat ;
- Monsieur Ghigny, Président de la Commission de régulation pour l'énergie (CWaPE) ;
- Monsieur Collignon, chargé de mission climat à Inter-Environnement Wallonie (I.E.W.) ;
- Monsieur Hick, conseiller à la Fédération wallonne de l'agriculture (FWA) ;
- Monsieur Delogne, responsable politique et environnement à la Fédération Unie de Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs (FUGEA).

COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRANSPORTS

Pétition pour l'application stricte du principe de précaution en ce qui concerne les effets néfastes de l'utilisation de micro-ondes modulés par impulsions sur la santé de la population – le 15 octobre 2015 (CRIC N° 21 (2015-2016)), auditions de :

- Madame Duchâteau, primo-signataire de la pétition ;
 - Monsieur Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal ;
 - Monsieur Pirard, responsable de la Cellule « Champs électromagnétiques » de la Direction des risques chroniques de l'Institut scientifique de service public en Région wallonne (ISSEP) ;
 - Monsieur Poty, expert dans le domaine des technologies de télécommunication de l'Agence du Numérique ;
- et le 29 octobre 2015 (CRIC N° 36 (2015-2016)), audition de :
- Monsieur Vanderstraeten, expert du Conseil supérieur et de la Santé.

Projet de décret abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, et du Patrimoine, et formant le Code du Développement Territorial (Doc. 307 (2015-2016) N° 1 à 1quater), **proposition de décret modifiant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et formant le Code du développement territorial en vue d'instaurer la dématérialisation des dossiers de demandes de permis d'urbanisme et la mise en place d'une traçabilité informatisée des dossiers d'urbanisme**, déposée par Monsieur Jeholet, Madame De Bue, Messieurs Dodrimont, Lecerf, Maroy et Tzanetatos (Doc. 92 (2014-2015) N° 1) et **proposition de décret insérant un chapitre VI dans le Titre Ier du Livre IV et modifiant le chapitre Ier dans le Titre Ier du Livre VII du décret de la Région wallonne du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et formant le Code du développement territorial**, déposée par Messieurs Fourny, Stoffels, Mesdames Moucheron, Waroux, Messieurs Denis et Dermagne (Doc. 289 (2014-2015) N° 1)

- le 11 janvier 2016 (CRIC N° 73 (2015-2016)), auditions de :
- Madame Barlet, Directrice du Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme de la Direction de Liège II (SPW) ;

- Monsieur Bournonville, Directeur à la Direction de la Géomatique de la DG04 (SPW) ;
- et le 14 janvier 2016 (CRIC N° 82 (2015-2016)), auditions de :
- Monsieur Treselj, Président de l'Union wallonne des architectes (UWA) ;
- Monsieur Monsieur Lapôtre, Secrétaire-général du Conseil national de l'Ordre des Architectes ;
- Monsieur Ceder, Conseiller-Expert de la Cellule aménagement du territoire et logement de l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW).

Mise en œuvre de l'article 15 des décrets du 12 février 2004 relatifs au statut de l'administrateur public - le 25 janvier 2016 (CRIC N° 86 (2015-2016)), exposé de :

- M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal.

Le logiciel « GESPER » et son application pour la mise en œuvre du CoDT - le 25 janvier 2016 (CRIC N° 86 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal ;
- Monsieur Bertrand, Directeur du Département des Technologies de l'information et de la communication (TIC).

Le problème de détournement de fonds à l'Office wallon des déchets (OWD) - le 29 février 2016 (CRIC N° 109 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal ;
- Monsieur Taminiaux, responsable du Budget et de la Comptabilité à la Direction Générale Opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement (DGO3) ;
- Monsieur Houtain, Inspecteur général de la Direction Générale Opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement (DGO3) ;
- Monsieur Rion et Madame Winant, Conseiller et Première Auditrice-Révisseuse de la Cour des comptes ;

et le 15 mars 2016 (CRIC N° 126 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal ;
- Monsieur Quévy, Directeur général de la Direction Générale Opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement (DGO3) ;
- Messieurs Cenné et Mailloux, Inspecteurs des Finances auprès de l'Inspection des Finances pour la Région wallonne ;
- Madame Marique, Secrétaire générale du Service public de Wallonie (SPW), représentante de la Direction de l'Audit interne de fonctionnement (DAIF) du Service Public de Wallonie ;

- Madame Minne, Correspondante budgétaire de la Cellule Budget et Comptabilité du Département du Sol et des Déchets (DGO3) ;
- Monsieur Renard, ancien Directeur général f.f. à la Direction Générale Opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement (DGO3) ;
- Monsieur Delbeuck, ancien Directeur général à la Direction Générale Opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement (DGO3) ;
- Monsieur Francaux, administrateur délégué du Groupe COMASE.

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

Rapport final de PriceWaterhouseCoopers (PWC) sur l'estimation de la viabilité économique du titre-service en Wallonie - le 29 septembre 2015 (CRIC N° 9 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Comhaire et Madame Comijn, Directeur et Manager chez PWC.

Mise en œuvre de l'article 15 des décrets du 12 février 2004 relatifs au statut de l'administrateur public - le 26 janvier 2016 (CRIC N° 92 (2015-2016)), exposé de :

- Mme Tillieux, Ministre de l'Emploi et de la Formation.

Qualité de l'emploi et des services dans le secteur des titres-services et conditions d'agrément - le 26 janvier 2016 (CRIC N° 92 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Yerna, Secrétaire général, CSC Alimentation et Services ;
- Monsieur le Grelle, Directeur Wallonie-Bruxelles de Federgon (Fédération des prestataires de services RH) ;
- Monsieur Morrier, Président de ATOUT EI (Fédération wallonne des entreprises d'insertion) ;
- M. Clerbaux, Conseiller juridique pour UNIPSO (Union des entreprises à profit social) ;

le 16 février 2016 (CRIC N° 104 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Bernard, Adinistrateur-délégué de l'entreprise d'insertion Proxemia ;
- Monsieur Neuprez, Secrétaire fédéral FGTB pour le secteur des titres-services ;
- Madame Garcia, Présidente de Unitis (Union des entreprises de titres-services) ;
- Madame Bossu, Conseillère spécialisée pour les matières Emploi/Formation au sein du Service d'études et de représentations (Mouvement) de l'UCM ;
- Madame Barbaix, Présidente de la plateforme des ALE wallonnes ;

et le 1er mars 2016 (CRIC N° 115 (2015-2016)), audition de :

- Madame Govaert, Directrice générale de la Fédération des CPAS.



Dossier du Conseil économique et social de Wallonie (CESW) : « Les politiques d'emploi en Wallonie après la Sixième Réforme de l'État » – le 15 mars 2016 (CRIC N° 127 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Simar et Madame Kaiser, Secrétaire général adjoint et Secrétaire de la Commission de l'emploi, de la formation et de l'éducation du Conseil économique et social de Wallonie, coauteurs du dossier.

COMMISSION DU BUDGET ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Comptes annuels et rapport d'activités de l'Ecole d'administration publique Wallonie-Bruxelles pour l'année 2014 – le 28 septembre 2015 (CRIC N° 3 (2015-2016)), audition de :

- Madame Küntziger, Directrice générale de l'Ecole d'administration publique Wallonie-Bruxelles.

Rapport d'activités de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) pour l'année 2014 – le 12 octobre 2015 (CRIC N° 14 (2015-2016)), audition de :

- Madame Michiels, Présidente de la CADA.

Projet de budget de la Région pour l'année 2016 – le 12 octobre 2015 (CRIC N° 14 (2015-2016)), exposé de :

- Monsieur Lacroix, Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative.

Décret de la Région wallonne du 17 décembre 2015 modifiant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement wallon, le décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'air et du climat et le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable – le 11 janvier 2016 (CRIC N° 74 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Van den Kerckhove, Expert-Dirigeant de la Cellule d'informations financières (CIF) ;
- Monsieur Modart, représentant habilité de l'Institut des comptes nationaux (ICN).

Décret de la Région wallonne du 17 décembre 2015 modifiant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement wallon, le décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'air et du climat et le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable – le 25 janvier 2016 (CRIC N° 88 (2015-2016)), audition de :

- Monsieur Rion, Conseiller à la Cour des comptes.

Mise en œuvre de l'article 15 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public – le 25 janvier 2016 (CRIC N° 88 (2015-2016)), exposé de :

- M. Lacroix, Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative.

Proposition de résolution visant à procéder au contrôle des comptes des organismes d'intérêt public, déposée par Monsieur Puget (Doc. 432 (2015-2016) N° 1), proposition de résolution visant à instaurer une commission spéciale de recommandations et de suivi des procédures budgétaires et comptables, déposée par Messieurs Jeholet, Hazée, Gillot et Puget (Doc. 436 (2015-2016) N° 1), proposition de résolution visant à charger le Gouvernement d'établir un tableau de suivi des observations, recommandations et suggestions de la Cour des comptes, déposée par Messieurs Jeholet, Hazée, Gillot et Puget (Doc. 437 (2015-2016) N° 1), proposition de résolution visant à instaurer un rapport annuel et systématique par le Gouvernement wallon sur l'état des procédures comptables et budgétaires des services de la Région wallonne et de ses organismes publics et sur le suivi des recommandations émises par la Cour des comptes ou dans les audits commandés, déposée par Messieurs Fourny et Collignon (Doc. 438 (2015-2016) N° 1) – le 25 avril 2016 (CRIC N° 146 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Mossay, Directeur général de la Direction générale transversale du Budget, de la Logistique et des Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie ;
- Monsieur Guisse, Directeur général de la Direction générale opérationnelle de la fiscalité du Service public de Wallonie.

Le contrat d'administration du Service public de Wallonie (SPW) – le 20 juin 2016 (CRIC N° 189 (2015-2016)), audition de :

- Madame Marique, Secrétaire générale du Service public de Wallonie (SPW).

COMMISSION DE L'AGRICULTURE ET DU TOURISME

La filière bois – le 26 octobre 2015 (CRIC N° 29 (2015-2016)), auditions de :

- Messieurs Defays, Deneufbourg, Bays, Directeur général, Responsable développement économique et Responsable stratégie et prospective de l'Office économique wallon du bois ;

le 16 novembre 2015 (CRIC N° 40 (2015-2016)), auditions de :

- Messieurs De Meersman, Hubert, Hoffmann et Frère, Secrétaire général, Président de la section exploitation forestière et partenaires de l'Union Nationale des Entreprises du Bois (UNEBO) ;

le 30 novembre 2015 (CRIC N° 52 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Rondeux, professeur ordinaire émérite à l'Université de Liège et à Gembloux Agro-Bio Tech ;
 - Monsieur Bemelmans, expert forestier ;
- le 14 décembre 2015 (CRIC N° 66 (2015-2016)), auditions de :
- Monsieur Petit, Vice-Président de l'asbl Nature, Terres et Forêts (NTF) ;

- Messieurs Blerot et Marchal, Inspecteur général et Directeur a.i. de la Direction des Ressources forestières de la DNF ;

le 25 janvier 2016 (CRIC N° 87 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Godin et Madame Bienfait, Président et responsable de la formation de la Société royale forestière de Belgique ;

et le 15 février 2016 (CRIC N° 100 (2015-2016)), auditions de :

- Messieurs Cochau et De Jaeger, Secrétaire général pour la Wallonie et Directeur général adjoint de la Fédération belge de l'industrie textile, du bois et de l'ameublement (FEDUSTRIA) ;

- M. Vanden Avenne, Responsable des achats bois de la SPRL Spanolux ;

- Messieurs Corman et Maquet, Président et Vice-Président de la Fédération Wallonne des Menuisiers Belges (FWMB) ;

- Messieurs Debois et Menne, Président et Trésorier de l'association Pro Silva Wallonie.

Rapport d'activités de l'Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité (APAQ-W) pour l'année 2014 - le 20 juin 2016 (CRIC N° 190 (2015-2016)),

auditions de :

- Messieurs Mattart, Simonart et Madame Housen, Directeur général, responsable de la communication et du marketing et responsable du service financier de l'APAQ-W.

Rapport d'activités du Centre wallon de Recherches agronomiques (CRA-W) pour l'année 2014 - le 20 juin 2016 (CRIC N° 190 (2015-2016)),

audition de :

- Monsieur Poismans, Directeur général du CRA-W.

COMMISSION SPÉCIALE RELATIVE AU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

La démocratie citoyenne et participative en ses aspects généraux et en ses aspects juridiques - le 2 octobre 2015 (CRIC N° 11 (2015-2016)),

auditions de :

- Monsieur Schoune, Secrétaire général Id'Inter-Environnement Wallonie ;

- Monsieur Derenne, Directeur exécutif de la Fondation pour les générations futures ;

- Monsieur Pilet, professeur de sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles ;

- Monsieur Reuchamps, professeur de sciences politiques à l'Institut de sciences politiques Louvain-Europe (SPOLE) ;

et le 22 octobre 2015 (CRIC N° 25 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Tulkens, Professeur en droit constitutionnel aux Facultés universitaires Saint-Louis ;

- Madame Bourgaux, Professeur à la Faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles ;

- Monsieur Verdussen, Professeur à la Faculté de droit de l'Université catholique de Louvain ;

- Monsieur Uyttendaele, Professeur à la Faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles.

Les Wallons et leur espace démocratique - le 21 janvier 2016 (CRIC N° 83 (2015-2016)),

audition de :

- Madame Wiliquet, représentante habilitée de la société Sonecom.

COMMISSION CHARGÉE DE QUESTIONS EUROPÉENNES

L'accord général sur le commerce des services (ACS) et l'Accord économique et commercial global (AECG-CETA) - le 29 septembre 2015 (CRIC N° 8 (2015-2016)),

auditions de :

- Monsieur Defraigne, Directeur exécutif de la Fondation Madariaga-Collège d'Europe et Directeur général honoraire à la Commission européenne ;

- Monsieur Kunsch, Président du Mouvement ouvrier chrétien (MOC) ;

le 3 décembre 2015 (CRIC N° 60 (2015-2016)),

audition de :

- Madame Clarck, secrétaire générale adjointe de la fédération européenne des syndicats de service public ;

le 11 janvier 2016 (CRIC N° 71 (2015-2016)),

auditions de :

- Monsieur Magnette, Ministre-Président du Gouvernement wallon ;

- Monsieur Jennar, essayiste et spécialiste des questions de politique internationale ;

le 11 avril 2016 (CRIC N° 134 (2015-2016)),

audition de :

- Monsieur de Ville, professeur à l'Université de Gand, co-Directeur du Centre d'Etudes européennes ;

et le 30 mai 2016 (CRIC N° 174 (2015-2016)),

audition de :

- Madame Kirton-Darling, Députée européenne, « shadow rapporteuse » du rapport sur l'Accord général sur le commerce des services (ACS) de la Commission du Commerce international du Parlement européen.

Le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États dans des accords de libre échange entre l'Union européenne et des pays tiers - le 19

novembre 2015 (CRIC N° 43 (2015-2016)),

audition de :

- Monsieur Matray, Avocat, Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Liège et Vice-Président du Centre belge d'arbitrage et de médiation (CEPANI).



Comment conduire une politique commerciale plus responsable ? Dans le TTIP et au-delà - le 29 janvier 2016 (CRIC N° 96 (2015-2016)), intervention de :

- Madame Malmström, Commissaire européenne au Commerce.

Amélioration du Pacte de stabilité et de croissance en y intégrant une comptabilité propre pour les investissements publics : une nouvelle tentative - le 29 février 2016 (CRIC N° 107 (2015-2016)), audition de :

- Monsieur Bogaert, professeur à l'Université de Namur et Commissaire au Plan honoraire.

Les conséquences économiques de l'afflux des réfugiés en Belgique - le 14 mars 2016 (CRIC N° 120 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Delhez et Madame Piton, Conseiller et Economiste au Département des Etudes de la Banque Nationale de Belgique.

Le Semestre européen - le 12 mai 2016 (CRIC N° 164 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Bernheim, Analyste économique - Europe 2020 à la Représentation Permanente de la Commission européenne en Belgique ;

- Monsieur Reyntjens, chef d'équipe du bureau belge à la Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion de la Commission européenne.

Le projet de partenariat transatlantique de commerce et d'investissement - le 23 juin 2016 (CRIC N° 196 (2015-2016)), audition de :

- Madame Santos, Directrice des relations internationales à BusinessEurope.

COMMISSION POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

La politique en matière de monoparentalité - le 3 mars 2016 (CRIC N° 118 (2015-2016)), exposé de Monsieur Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine.

Le gendermainstreaming - le 3 mars 2016 (CRIC N° 118 (2015-2016)), exposé de Monsieur Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine.

RÉUNION CONJOINTE DE LA COMMISSION CHARGÉE DE QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SANTÉ

Analyse et perspectives des flux migratoires - le 16 octobre 2015 (CRIC N° 24 (2015-2016)), audition de :

- Monsieur Dumont, Chef de la division des migrations internationales à l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE).

RÉUNION CONJOINTE DE LA COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRANSPORTS ET DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE ET DU TOURISME

La gestion des effluents d'élevage et des déchets agricoles - le 25 janvier 2016 (CRIC N° 84 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Collin, Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région ;

- Monsieur Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal.

L'allègement des charges administratives dans le cadre de la gestion des effluents d'élevage et des déchets agricoles - le 4 juillet 2016 (CRIC N° 198 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal ;

- Monsieur Collin, Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région.

RÉUNION CONJOINTE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE ET DU TOURISME

Les calamités naturelles - le 6 juin 2016 (CRIC N° 176 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Dewil, Directeur du centre régional de crise ;

- Monsieur Munaut, attaché à la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement (DGO3) ;

- Madame Denis, attachée au service des calamités de la Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé (DGO5).

RÉUNION CONJOINTE DE LA COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SANTÉ ET DE LA COMMISSION POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

Rapport d'information du Sénat concernant le suivi de la mise en œuvre de la Plateforme d'action de la quatrième Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes (Pékin) - le 21 juin 2016 (CRIC N° 194 (2015-2016)), auditions de :

- Mesdames Morreale, Ryckmans et De Bue, Sénatrices.

COMITÉ « MÉMOIRE ET DÉMOCRATIE »

Avis d'opportunité relatif à l'organisation d'une exposition sur « Les 100 jours du génocide des Tutsi » - le 16 février 2016 (CRIC N° 105 (2015-2016)), auditions de :

- Monsieur Rutayisire, Président de l'asbl Ibuka Mémoire & Justice ;

- Monsieur Kabanda, promoteur de l'exposition.

DÉBATS EN COMMISSIONS

COMMISSION DES POUVOIRS LOCAUX, DU LOGEMENT ET DE L'ÉNERGIE

Le 7 juin 2016, débat sur **le Plan air-climat-énergie (PACE)**.

COMMISSION DU BUDGET ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le 26 octobre 2015, débat sur **l'impact du tax shift fédéral sur la Wallonie**.

RÉUNION CONJOINTE DE LA COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION ET DE LA COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

Le 6 septembre 2016, débat sur **l'annonce de la fermeture de l'usine Caterpillar de Gosselies**.

VISITES ET MISSIONS D'ÉTUDES

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SANTÉ

Une délégation de la Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé a effectué une **mission d'étude sur la 69e Assemblée mondiale de la santé et le fret ferroviaire** du 22 au 24 mai 2016 à Genève (Suisse).

La mission visait un double objectif :

- en matière de santé : participer à la 69e Assemblée mondiale de la santé et s'enquérir d'initiatives novatrices dans le domaine de la santé pour ce qui concerne les compétences qui relèvent de la Région wallonne (médecine préventive, politique du troisième âge, lutte contre les assuétudes, politique relative aux personnes porteuses d'un handicap) ;

- en matière d'infrastructure dédiée au transport ferroviaire de marchandises : s'inspirer de l'exemple suisse en matière de fret ferroviaire dans un contexte de forte croissance du transport des marchandises et de congestion des réseaux routiers.

Un rapport a été présenté par M. Onkelinx le 5 juillet 2016 (Doc. 535 (2015-2016) N° 1).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

Une délégation de la Commission de l'économie et de l'innovation a effectué une **mission d'étude sur la révolution digitale** à Issy-les-Moulineaux et à Bordeaux (France) du 4 au 8 avril 2016.

La Commission a souhaité prendre connaissance de manière concrète des expériences et des modèles de développement numérique mis en place avec succès en France. En effet, le développement numérique au service de l'économie et des citoyens représente une politique transversale du Gouvernement wallon.

Un rapport a été présenté par MM. Crucke, Sampaoli et Mme Schyns le 24 mai 2016 (Doc. 491 (2015-2016) N° 1).

COMMISSION DES POUVOIRS LOCAUX, DU LOGEMENT ET DE L'ÉNERGIE

Une délégation de la Commission des pouvoirs locaux, du logement et de l'énergie a effectué une **mission d'étude au Marché international des professionnels de l'immobilier (MIPIM)** du 15 au 18 mars 2016 à Cannes (France).

La politique des grandes villes et la politique du logement sont des matières en mutation. L'objectif de la mission était de prendre connaissance de manière concrète des expériences et des modèles existants afin de pouvoir légiférer en appréhendant adéquatement les spécificités en la matière.

Un rapport a été présenté par M. Maroy et Mme Gérardon le 9 mai 2016 (Doc. 471 (2015-2016) N° 1).

COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRANSPORTS

Le 22 octobre 2015, **visite des aéroports de Charleroi (Brussels South Charleroi Airport) et de Liège (Liege Airport)**.

Un rapport a été présenté par M. Tzanetatos (Doc. 317 (2015-2016) N° 1).

COMMISSION CHARGÉE DE QUESTIONS EUROPÉENNES

Le 24 mai 2016, une délégation de la Commission chargée de questions européennes s'est rendue en **visite à la Cour de justice de l'Union européenne** à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) (Doc. 572 (2015-2016) N° 1).

Accueillis par le Président Koen Lenaerts, les députés ont tenu une réunion de travail avec le Premier Avocat général, Melchior Wathelet, qui leur a présenté le fonctionnement de la Cour et les a préparés à l'audience de la Grande Chambre qu'ils ont eu l'occasion de suivre. Les débats portaient, pour l'essentiel, sur l'applicabilité du droit européen en droit interne.

Les 27 et 28 juin 2016, une délégation de la Commission chargée de questions européennes a effectué une **mission d'information en rapport avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC)** à Genève (Suisse).

Des entretiens avec la représentation de l'Union européenne et plusieurs délégations nationales auprès de l'OMC ont permis de bien percevoir les enjeux des traités relatifs aux échanges commerciaux ainsi que les liens entre les accords multilatéraux et les négociations d'accords bilatéraux entre l'Union européenne et des pays tiers.

La mission visait aussi à permettre au Parlement de mieux contrôler l'action du Gouvernement wallon en matière de politique commerciale et notamment son engagement pris dans la Déclaration de politique régionale de veiller à un commerce plus respectueux.

La Commission est ainsi encore mieux armée pour poursuivre l'examen des dossiers relatifs aux projets de traités TTIP et CETA.

Un rapport a été rédigé par Mme Potigny (Doc. 573 (2015-2016) N° 1).

BUREAU ÉLARGI

Du 6 au 8 septembre 2016, le Bureau élargi s'est rendu en **Islande pour une mission d'information**. L'Islande a mis en œuvre un processus de renouvellement complet de sa Constitution reposant presque exclusivement sur la contribution de citoyens tirés au sort. Des réunions thématiques avec les clusters du tourisme, du digital et de la géothermie ont également eu lieu et se sont révélées prometteuses en termes de renforcement des échanges.

BUDGET DE LA RÉGION

ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DE LA RÉGION POUR L'ANNÉE 2016

- Rapport présenté au nom de la Commission des affaires générales et des relations internationales par Mme Gahouchi, 16 novembre 2015 (Doc. 344 (2015-2016) N° 1) ;
- Rapport présenté au nom de la Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé par Mme Pécriaux, 19 novembre 2015 (Doc. 348 (2015-2016) N° 1) ;
- Rapport présenté au nom de la Commission de l'économie et de l'innovation par M. Sampaoli, 20 novembre 2015 (Doc. 351 (2015-2016) N° 1) ;
- Rapport présenté au nom de la Commission des pouvoirs locaux, du logement et de l'énergie par M. Maroy, 1er décembre 2015 (Doc. 349 (2015-2016) N° 1) ;
- Rapport présenté au nom de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des transports par Mme Moucheron, 16 novembre 2015 (Doc. 345 (2015-2016) N° 1) ;
- Rapport présenté au nom de la Commission de l'agriculture et du tourisme par Mme Trotta, 16 novembre 2015 (Doc. 347 (2015-2016) N° 1).

PROJETS DE DÉCRET DE NATURE BUDGÉTAIRE

Document	Intitulé
Doc. 312 (2015-2016) N° 4	Projet de décret contenant le deuxième ajustement du budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, adopté le 17 décembre 2015
Doc. 313 (2015-2016) N° 4	Projet de décret contenant le deuxième ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, adopté le 17 décembre 2015
Doc. 331 (2015-2016) N° 5	Projet de décret contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016, adopté le 17 décembre 2015
Doc. 332 (2015-2016) N° 7	Projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016, adopté le 17 décembre 2015
Doc. 519 (2015-2016) N° 4	Projet de décret contenant le premier ajustement du budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016, adopté le 20 juillet 2016
Doc. 520 (2015-2016) N° 4	Projet de décret contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016, adopté le 20 juillet 2016

COUR DES COMPTES

Outre sa fonction de conseiller budgétaire, la Cour des comptes exerce notamment un contrôle financier, un contrôle de légalité et de régularité sur les dépenses et les recettes de la Région wallonne. Elle est tenue d'informer le Parlement des résultats des principaux contrôles et audits des recettes et dépenses publiques qu'elle réalise.

Dans ce cadre, ont été reçus :

- **le 25e cahier** adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon - Fascicule II - Rapport de contrôle du compte général de la Région wallonne pour l'année 2013 et Résultats à insérer dans le projet de décret de règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 2013 (Doc. 330 (2015-2016) N° 1) ;
- **le 26e cahier** adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon - Fascicule II - Rapport de contrôle du compte général de la Région wallonne pour l'année 2014 et Résultats à insérer dans le projet de décret de règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 2014 (Doc. 577 (2015-2016) N° 1) ;
- **le 27e cahier** d'observations adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon - Fascicule Ier (Doc. 413 (2015-2016) N° 1) ;

- un rapport d'audit sur les « **Taxes, contributions et redevances sur les prélèvements et déversements d'eaux** », envoyé à la Commission de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, des Transports et à la Commission du Budget et de la Fonction publique le 16 décembre 2015 ;

- un rapport d'audit de suivi sur « **Les contrôles de la qualité des travaux d'entretien du réseau routier et autoroutier de la Région Wallonne** », envoyé en Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé le 13 janvier 2016.



CONSEIL D'ÉTAT ET COUR CONSTITUTIONNELLE

CONSEIL D'ÉTAT

Le Conseil d'État est doté d'une section de législation chargée de fournir un avis technique aux parlements et aux gouvernements à propos des textes législatifs et réglementaires.

L'avis de la section de législation a plus précisément pour objet de vérifier la conformité des textes proposés avec les normes juridiques existantes, la compétence de l'autorité qui en prend l'initiative et la bonne rédaction des textes.

Au cours de la session ordinaire 2015-2016, le Conseil d'Etat a remis au Parlement des avis sur les propositions de décret suivantes :

Document	Intitulé
Doc. 307 (2015-2016) N° 354	Projet de décret abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, et du Patrimoine, et formant le Code du Développement Territorial. Avis du Conseil d'Etat donné le 7 juillet 2016.
Doc. 421 (2015-2016) N° 2	Proposition de décret visant à l'établissement d'une politique de données ouvertes (open data), déposée par Messieurs Hazée et Henry. Avis du Conseil d'Etat donné le 8 juin 2016.
Doc. 424 (2015-2016) N° 2	Proposition de décret visant à l'établissement d'une politique de données ouvertes (open data) pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, déposée par Messieurs Hazée et Henry. Avis du Conseil d'Etat donné le 8 juin 2016.
Doc. 425 (2015-2016) N° 2	Proposition de décret modifiant les articles L1122-18, L1124-1, L1211-3 et L1212-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à créer un service public local, déposée par Monsieur Desquesnes, Mmes Waroux, Moinnet, Messieurs Arens, Antoine et Drèze. Avis du Conseil d'Etat donné le 15 juin 2016.
Doc. 426 (2015-2016) N° 2	Proposition de décret modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale et visant à créer un service public local, déposée par Monsieur Desquesnes, Mmes Waroux, Moinnet, Messieurs Arens, Antoine et Drèze. Avis du Conseil d'Etat donné le 15 juin 2016.
Doc. 538 (2015-2016) N° 2	Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à instaurer le vote panaché, déposée par Messieurs Antoine, Fourny et Madame Salvi. Avis du Conseil d'Etat donné le 31 août 2016.
Doc. 559 (2015-2016) N° 2	Proposition de décret spécial instituant la consultation populaire, déposée par Messieurs Collignon, Mouyard, Fourny et Puget. Avis du Conseil d'Etat donné le 14 septembre 2016.

COUR CONSTITUTIONNELLE

La Cour constitutionnelle contrôle les normes ayant force de loi au regard des règles qui déterminent les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions. Ces règles de compétence figurent tant dans la Constitution que dans les lois relatives à la réforme des institutions de la Belgique fédérale.

La Cour veille par ailleurs au respect des articles de la Constitution qui garantissent notamment les principes d'égalité, de non-discrimination ou encore, depuis la sixième réforme de l'Etat, de loyauté fédérale.

Au cours de la session 2015-2016, le Parlement de Wallonie a publié quatre arrêts concernant des décrets de la Région wallonne, à savoir :

- l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 1er octobre 2015 concernant le recours en annulation partielle du décret de la Région wallonne du 13 mars 2014 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et diverses dispositions relatives à la **tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus** (Doc. 308 (2015-2016) N° 1) ;
- l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 25 mai 2016 concernant le recours en annulation de l'article 12, 2°, du décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à **l'organisation du marché régional de l'électricité** (Doc. 514 (2015-2016) N° 1) ;
- l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 25 mai 2016 concernant les recours en annulation totale ou partielle de la section 6 (**Dispositions relatives aux taxes sur les mâts, pylônes et antennes**) du chapitre IX du décret-programme de la Région wallonne du 12 décembre 2014 (Doc. 515 (2015-2016) N° 1) ;
- l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 14 juillet 2016 concernant le recours en annulation totale ou partielle de l'article 1er, § 1er, et de l'article 3, alinéa 1er, 1°, a), et 2°, a), du décret de la Région wallonne du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant **les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal** (Doc. 575 (2015-2016) N° 1).



D. CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT

GOUVERNEMENT WALLON

Le Gouvernement wallon élu par le Parlement le 22 juillet 2014 se compose de 8 membres :

- **M. Paul Magnette**, Ministre-Président du Gouvernement wallon ;
- **M. Maxime Prévot**, Vice-Président et Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine ;
- **M. Jean-Claude Marcourt**, Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique ;
- **M. Paul Furlan**, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement, et de l'Energie ;
- **M. Carlo Di Antonio**, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal ;
- **Mme Eliane Tillieux**, Ministre de l'Emploi et de la Formation ;
- **M. Christophe Lacroix**, Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative ;
- **M. René Collin**, Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région.

Le 13 avril 2016, le Ministre-Président a présenté devant le Parlement de Wallonie son « Discours sur l'état de la Wallonie » (Doc. 457 (2015-2016) N° 1). Il a fait l'objet d'un débat (CRI N° 15 (2015-2016)).

Le 18 avril 2016, un arrêté du Gouvernement wallon a modifié comme suit la répartition des compétences entre les ministres :

- la compétence sur les aéroports est passée de M. Di Antonio à M. Collin ;
- la compétence sur les infrastructures sportives est passée de M. Collin à M. Furlan.

INTERPELLATIONS ET QUESTIONS

Un député peut exercer sa mission de contrôle sur le Gouvernement par le biais d'une interpellation ou d'une question parlementaire.

La question parlementaire peut prendre la forme d'une question orale, d'une question d'actualité, d'une question urgente ou encore d'une question écrite.

Une interpellation est une demande d'explication adressée à un ou plusieurs ministres à propos d'un acte politique, d'une situation précise, d'aspects généraux ou spécifiques de la politique du Gouvernement et qui peut donner lieu au dépôt d'une ou de plusieurs motions.

Une question orale est une question parlementaire qui est développée en réunion de commission. Elle n'ouvre pas de perspective de dépôt d'une motion.

La question d'actualité est une demande d'explication adressée à un membre du Gouvernement en séance plénière. Elle porte sur un événement présentant un caractère d'actualité et dont le développement, en raison de son objet, ne peut attendre une prochaine réunion de commission.

La question urgente est une question orale qui porte sur un événement surgi quelques heures avant la séance plénière.

Enfin, la question écrite ne fait pas l'objet d'un développement en réunion de commission ou en séance plénière. Elle est adressée à un membre du Gouvernement dans le but d'obtenir des éclaircissements sur des points particuliers de la législation ou encore en vue de faire préciser un aspect de sa politique.

Le Parlement de Wallonie aura connu, durant la session 2015-2016, 67 interpellations, 2 812 questions orales, 264 questions d'actualité, 77 questions urgentes et 5 739 questions écrites.

Ministres	Interpellations	Questions orales	Questions d'actualité	Questions urgentes	Questions écrites
Paul Magnette	9	142	25	0	177
Maxime Prévot	11	524	51	15	1387
Jean-Claude Marcourt	3	351	28	7	489
Paul Furlan	10	440	41	16	851
Carlo Di Antonio	17	441	59	22	1378
Eliane Tillieux	3	313	20	3	334
Christophe Lacroix	8	227	15	8	378
René Collin	6	374	25	6	745

RAPPORTS

Une liste des rapports qui doivent être déposés au Parlement de Wallonie est publiée chaque année avant le 31 octobre sous la forme d'un document parlementaire, avec mention de la date à laquelle chacun de ces rapports a été déposé pour la dernière fois. Les rapports sont envoyés par le président du Parlement, pour examen, à la commission compétente.

Pour la session 2015-2016, cette liste a été publiée le 28 octobre 2015 (Doc. 314 (2015-2016) N° 1).

MÉDIATEUR

L'accord de coopération conclu le 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne porte création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne.

Les 28 et 29 septembre 2015, M. Marc Bertrand, Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, a présenté son troisième rapport annuel (Doc. 183 (2014-2015) N° 1) dans les différentes commissions concernées. Cette présentation et les échanges de vues qui s'en sont suivis figurent dans un rapport unique présenté au nom de la Commission du budget et de la fonction publique (Doc. 183 (2014-2015) N° 2).

M. Bertrand a remis son quatrième rapport annuel le 1er juillet 2016 à M. André Antoine, Président du Parlement de Wallonie et à M. Philippe Courard, Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (Doc. 507 (2015-2016) N° 1). Dès la rentrée parlementaire 2016-2017, ce rapport sera examiné par les différentes commissions du Parlement.



E. RÉOLUTIONS

Tout député peut déposer une proposition de résolution en vue de formaliser l'expression du Parlement de Wallonie sur un problème de société.

Ci-après la liste des résolutions déposées, adoptées, rejetées ou retirées au cours de la session 2015-2016 :

Document	Intitulé
Doc. 106 (2014-2015) N° 5	Proposition de résolution contre la privatisation de Belfius, déposée par Messieurs Fourny et Antoine, adoptée le 13 avril 2016.
Doc. 129 (2014-2015) N° 4	Proposition de résolution relative à l'élaboration d'un pacte énergétique national pour la transition énergétique, déposée par Messieurs Henry, Hazée, Madame Ryckmans et Monsieur Daele, adoptée le 23 septembre 2015.
Doc. 168 (2015-2016) N° 4	Proposition de résolution visant à promouvoir l'accessibilité des chiens d'assistance dans les établissements et installations destinés au public, déposée par Mesdames Morreale et Vienne, adoptée le 18 novembre 2015.
Doc. 199 (2014-2015) N° 4	Proposition de résolution visant à renforcer la lutte contre l'homophobie et à ouvrir le don de sang aux hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, déposée par Monsieur Lefebvre, adoptée le 25 mai 2016.
Doc. 212 (2014-2015) N° 5	Proposition de résolution sur l'Accord économique et commercial global (AECG), déposée par Madame Zrihen, Messieurs Sampaoli, Legasse, Imane, Messieurs Lambelin et Gahouchi, adoptée le 27 avril 2016.
Doc. 213 (2014-2015) N° 4	Proposition de résolution concernant la limitation des allocations d'insertion et ses conséquences pour la Wallonie, déposée par Madame Ryckmans, Messieurs Hazée, Daele et Henry, adoptée le 13 janvier 2016.
Doc. 255 (2014-2015) N° 4	Proposition de résolution relative à l'encouragement des pouvoirs locaux à la participation aux opérations de sensibilisation au don d'organes, déposée par Madame Defrang-Firket, Messieurs Maroy, Crucke, Jeholet et Bouchez, adoptée le 28 octobre 2015.
Doc. 279 (2014-2015) N° 5	Proposition de résolution relative au chaînon manquant « Cerexhe-Heuseux-Beaufays », déposée par Monsieur Dodrimont, Madame Defrang-Firket, Monsieur Jeholet, Madame Defraigne, Monsieur Lecerf et Madame Baltus-Möres, adoptée le 2 mars 2016.
Doc. 286 (2014-2015) N° 3	Proposition de résolution relative à la formation en alternance, déposée par Monsieur Drèze, Mesdames Zrihen, Vandorpe, Monsieur Lefebvre, Mesdames Schyns et Gonzalez Moyano, adoptée le 20 juillet 2016.
Doc. 298 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à renforcer l'information et l'accessibilité des personnes en situation de handicap déposée par Monsieur Collignon, Mesdames Pécriaux, Kapompole et Morreale
Doc. 299 (2015-2016) N° 4	Proposition de résolution visant à protéger l'agriculture traditionnelle et biologique en rendant effectif le droit de la Wallonie d'interdire toute culture d'organismes génétiquement modifiés (OGM) sur son territoire, déposée par Monsieur Desquesnes, Mesdames Moinnet, Moucheron et Waroux, adoptée le 18 novembre 2015.
Doc. 310 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution concernant la protection des minorités religieuses, philosophiques, ethniques, linguistiques et des communautés persécutées en raison de leur orientation sexuelle en Afrique du Nord, au Proche-Orient et au Moyen-Orient déposée par Mesdames Morreale, Lambelin, Gahouchi, Bonni et Monsieur Collignon
Doc. 315 (2015-2016) N° 4	Proposition de résolution visant à promouvoir le tourisme familial, déposée par Mesdames Moucheron, Vandorpe, Salvi et Monsieur Desquesnes, adoptée le 27 avril 2016.
Doc. 316 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à mettre en œuvre le décret du 3 avril 2009 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions à des associations de gestion centre-ville, déposée par Messieurs Bouchez, Jeholet et Destrebceq, rejetée le 27 avril 2016

Document	Intitulé
Doc. 318 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution concernant la protection de la communauté chrétienne et des autres minorités religieuses et philosophiques en Afrique du Nord, au Proche-Orient et au Moyen-Orient déposée par Madame Salvi, Monsieur Arens, Mesdames Moinnet, Waroux, Simonet et Monsieur Fourny
Doc. 319 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative à la définition des axes de la réforme du bail à ferme Monsieur Collignon, Madame Trotta, Messieurs Prévot et Courard
Doc. 323 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à améliorer la mobilité durable dans l'agglomération liégeoise Messieurs Henry, Daele, Hazée et Madame Ryckmans, rejetée le 2 mars 2016
Doc. 334 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant une meilleure gestion et distribution des invendus neufs non alimentaires déposée par Madame Trotta, Monsieur Stoffels, Mesdames Gérardon, Lambelin, Messieurs Prévot et Dufrane
Doc. 335 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à rendre effectives les mesures de protection des clients protégés instaurées par le décret du 11 avril 2014 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité déposée par Monsieur Stoffels
Doc. 337 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à accélérer et à faciliter l'accès direct des notaires aux informations contenues dans le certificat d'urbanisme n° 1 déposée par Messieurs Stoffels, Dermagne et Denis, retirée par ses auteurs le 27 mai 2016
Doc. 356 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à ce que la Wallonie renonce aux investissements dans les combustibles fossiles déposée par Monsieur Henry, Madame Ryckmans, Messieurs Hazée et Daele, rejetée le 13 avril 2016
Doc. 357 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à étudier le phénomène du harcèlement sexuel dans les transports en commun déposée par Mesdames Bonni, Pécriaux, Monsieur Prévot, Madame Gérardon, Monsieur Denis et Madame Lambelin
Doc. 359 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative à la politique climatique de la Région wallonne dans la perspective de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques du 30 novembre au 11 décembre 2015 à Paris (COP21) déposée par Messieurs Gillot et Warnier
Doc. 360 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution appelant à la mise en œuvre rapide du Plan national de lutte contre le Sida 2014-2019 déposée par Monsieur Daele et Madame Ryckmans
Doc. 363 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à défendre les citoyens dans le cadre des fraudes commises par les constructeurs déposé par Monsieur Puget, rejetée le 17 février 2016
Doc. 370 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à défendre le maintien des services de proximité dans les zones rurales déposée par Messieurs Fourny, Desquesnes, Arens et Madame Vandorpe
Doc. 371 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à rendre facultative la prise en compte des coûts liés au service de collecte des encombrants par les ressourceries dans le calcul du coût-vérité déposée par Messieurs Knaepen, Jeholet, Madame Durenne, Monsieur Destrebecq, Mesdames De Bue et Monsieur Bellot
Doc. 372 (2015-2016) N° 5	Proposition de résolution portant sur les couleurs de l'écharpe d'échevin, déposée par Monsieur Legasse, Madame Lambelin, Monsieur Lefebvre, Madame Morreale, Messieurs Dupont et Imane, adoptée le 13 avril 2016.
Doc. 375 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à soutenir l'économie circulaire et à amplifier l'insertion de clauses environnementales, sociales et éthiques dans les marchés publics déposée par Monsieur Henry, Madame Ryckmans, Messieurs Daele et Hazée
Doc. 376 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à renforcer le respect de la trajectoire de vie choisie par les aînés déposée par Mmes Bonni, Kapompole, Messieurs Martin, Onkelinx, Mmes Pécriaux et Vienne

Document	Intitulé
Doc. 377 (2015-2016) N° 3	Proposition de résolution visant à la réouverture de la liaison Thalys sur la dorsale wallonne, déposée par Monsieur Fourny, Madame Salvi, Messieurs Collignon, Henry, Madame Morreale et Monsieur Hazée, adoptée le 2 mars 2016.
Doc. 386 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à pérenniser la cellule d'audit des organismes compétents en matière de logement déposée Messieurs Destrebecq, Jeholet, Knaepen, Madame De Bue, Messieurs Dister et Tzanetatos, rejetée le 8 juin 2016
Doc. 387 (2015-2016) N° 8	Proposition de résolution visant à renforcer la lutte contre le dumping social dans le cadre de l'exécution des marchés publics passés dans les administrations wallonnes, déposée par Messieurs Sampaoli, Dufrane, Madame Lambelin, Monsieur Lefebvre, Mesdames Morreale et Poulin, adoptée le 11 mai 2016.
Doc. 388 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à soumettre l'Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité à un audit de performance déposée par Messieurs Jeholet, Bellot, Madame Brogniez, Messieurs Dister et Evrard
Doc. 396 (2015-2016) N° 7	Proposition de résolution relative à l'impact du tax shift sur les finances communales, déposée par Messieurs Antoine et Fourny, adoptée le 10 mars 2016.
Doc. 402 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative à l'attractivité de la Wallonie rurale pour les citoyens et les entreprises déposée par Messieurs Jeholet, Bellot, Madame Brogniez, Messieurs Dodrimont, Evrard et Lecerf
Doc. 403 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution concernant l'accord sur le commerce des services (ACS) déposée par Madame Zrihen, Monsieur Sampaoli, Mesdames Lambelin, Gahouchi, Messieurs Legasse et Imane
Doc. 405 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à interdire le port de signes convictionnels ostentatoires et l'expression de comportements ostentatoires aux mandataires d'organes exécutifs locaux déposée par Monsieur Jeholet, Madame Defrang-Firket, Messieurs Mouyard, Maroy, Madame Dock et Monsieur Knaepen
Doc. 406 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à interdire le port de signes convictionnels ostentatoires et l'expression de comportements ostentatoires aux personnes qui exercent une mission de service public au sein d'une commune, d'une province, d'une intercommunale, d'une association de projet ou d'un centre public d'action sociale déposée par Monsieur Jeholet, Madame Defrang-Firket, Messieurs Mouyard, Maroy, Crucke et Knaepen
Doc. 409 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant la reconnaissance en Région wallonne des chats de race Bengal en tant qu'animaux domestiques déposée par Messieurs Destrebecq, Dodrimont, Tzanetatos et Madame De Bue
Doc. 410 (2015-2016) N° 6	Proposition de résolution visant à soutenir le projet de Réseau Express Régional (RER) entre Bruxelles, la Wallonie et la Flandre et à l'estimer comme prioritaire en vue de résoudre les problèmes de mobilité des navetteurs, déposée par Monsieur Fourny, Madame Moucheron, Messieurs Antoine, Henry, Madame Lambelin et Monsieur Collignon, adoptée le 16 mars 2016.
Doc. 414 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à promouvoir les investissements énergétiques coopératifs et participatifs dans le secteur de l'énergie solaire déposée par Monsieur Crucke, Madame Defrang-Firket, Messieurs Dodrimont et Jeholet
Doc. 416 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à la consolidation de la Cellule d'informations financières (CIF) en matière de partenariats publics-privés et à l'élargissement de ses missions en matière de programmes d'investissements déposée par Messieurs Fourny, Drèze et Madame Simonet
Doc. 420 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative à l'organisation d'un salon international des technologies en Wallonie déposée par Messieurs Martin, Dermagne, Collignon, Imane et Madame Kapompole
Doc. 430 (2015-2016) N° 3	Proposition de résolution visant à développer la publicité du principe dit de la tirette sur les routes wallonnes ainsi qu'à créer un panneau de signalisation spécifique, déposée par Madame Defrang-Firket, Messieurs Dodrimont, Mouyard, Jeholet, Mesdames Durenne et De Bue, adoptée le 11 mai 2016.
Doc. 432 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à procéder au contrôle des comptes des organismes d'intérêt public déposée par Monsieur Puget

Document	Intitulé
Doc. 433 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à une meilleure prise en charge du vieillissement des personnes présentant un handicap mental déposée par Mesdames Bonni, Gonzalez Moyano, Morreale, Péciaux, Messieurs Prévot et Legasse
Doc. 434 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant au redéploiement économique des centres urbains des villes de Wallonie déposée par Messieurs Martin, Dermagne, Collignon, Legasse et Imane
Doc. 435 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative aux titres-services déposée par Monsieur Drèze, Mesdames Vandorpe, Schyns, Leal Lopez, Moinnet et Salvi, retirée par ses auteurs le 5 juillet 2016
Doc. 436 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à instaurer une commission spéciale de recommandations et de suivi des procédures budgétaires et comptables déposée par Messieurs Jeholet, Hazée, Gillot et Puget
Doc. 437 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à charger le Gouvernement d'établir un tableau de suivi des observations, recommandations et suggestions de la Cour des comptes déposée par Messieurs Jeholet, Hazée, Gillot et Puget
Doc. 438 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à instaurer un rapport annuel et systématique par le Gouvernement wallon sur l'état des procédures comptables et budgétaires des services de la Région wallonne et de ses organismes publics et sur le suivi des recommandations émises par la Cour des comptes ou dans les audits commandés déposée par Messieurs Fourny et Collignon
Doc. 439 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à élargir les opérateurs éligibles dans le cadre de l'appel à projets 2016 « La Wallonie à vélo » - équipements destinés à améliorer l'accueil des cyclistes en Wallonie déposée par Messieurs Dister, Bellot, Evrard et Madame Brogniez
Doc. 442 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant l'exonération de la taxe kilométrique pour les forains et les acteurs du cycle agricole déposée par Messieurs Destrebecq, Crucke, Dodrimont, Jeholet et Knaepen
Doc. 444 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à optimiser le potentiel de la ville de Comines-Warneton au sein du réseau fluvial européen déposée par Messieurs Crucke, Jeholet, Destrebecq et Bouchez
Doc. 446 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative à la création d'initiatives familiales d'accueil (IFA) déposée par Monsieur Antoine, Madame Moinnet et Monsieur Desquesnes
Doc. 447 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative aux relations entre la Région wallonne et Taïwan déposée par Monsieur Fourny et Madame Moinnet
Doc. 456 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative à l'encadrement du déploiement des compteurs communicants en Wallonie déposée par Messieurs Henry et Hazée
Doc. 461 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative à l'accessibilité des logements publics étudiants en Région wallonne déposée par Madame Lecomte, Monsieur Henquet, Mesdames Defrang-Firket, Potigny, Messieurs Evrard et Lecerf
Doc. 462 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative à l'amélioration de la mobilité autour du parc Pairi Daiza déposée par Messieurs Denis, Martin, Lefebvre, Dupont, Mesdames Kapompole et Vienne
Doc. 465 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à aligner les allocations familiales des enfants dits « orphelins sociaux » sur le taux spécifique dédié aux orphelins déposée par Messieurs Jeholet, Wahl, Mesdames Durenne, De Bue, Messieurs Knaepen et Crucke
Doc. 466 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative aux allocations familiales pour les enfants en situation de handicap déposée par Messieurs Jeholet, Wahl, Mesdames Durenne, De Bue, Messieurs Knaepen et Crucke
Doc. 467 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à appliquer le retrait des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire déposée par Messieurs Jeholet, Wahl, Mesdames Durenne, De Bue, Messieurs Knaepen et Crucke
Doc. 468 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à conserver le caractère universel des allocations familiales déposée par Messieurs Jeholet, Wahl, Mesdames Durenne, De Bue, Messieurs Knaepen et Crucke



Document	Intitulé
Doc. 469 (2015-2016) N° 17	Proposition de résolution visant à définir des recommandations dans le cadre de l'affaire de détournement à l'Office wallon des déchets (OWD) et à améliorer la coopération entre services au sein de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement (DGO3), déposée par Messieurs Fourny et Collignon, adoptée le 25 mai 2016.
Doc. 482 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative au développement des relations entre la Région wallonne et Taïwan déposée par Messieurs Destrebecq, Jeholet, Madame De Bue, Monsieur Tzanetatos, Mesdames Lecomte et Durenne
Doc. 485 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à amplifier et à élargir les initiatives de budget participatif déposée par Messieurs Hazée et Daele
Doc. 486 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative à la mise en œuvre du transfert de compétence en matière de transport exceptionnel suite à la sixième réforme de l'État déposée par Monsieur Fourny, Mesdames Salvi et Leal Lopez
Doc. 487 (2015-2016) N° 3	Proposition de résolution en vue de la promotion de la langue allemande, déposée par Madame Baltus-Möres et Monsieur Stoffels, adoptée le 20 juillet 2016.
Doc. 488 (2015-2016) N° 4	Proposition de résolution visant à l'élaboration d'un cadre régional organisant la formation à la conduite, les examens du permis de conduire pour les véhicules de catégories A et B et l'agrément des acteurs du secteur déposée par Madame Gérardon, Monsieur Dermagne, Madame Trotta, Messieurs Dufrane et Prévot
Doc. 490 (2015-2016) N° 3	Proposition de résolution visant à définir une stratégie de suppression du glyphosate en Wallonie, déposée par Madame Morreale, Messieurs Desquesnes, Courard, Daele, Mesdames Waroux et Ryckmans, adoptée le 22 juin 2016.
Doc. 497 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à renforcer la sensibilisation à la diversité sexuelle dans les maisons de repos et les maisons de repos et de soins déposée par Monsieur Lefebvre, Mmes Kapompole, Lambelin, Gonzalez Moyano, Messieurs Prévot et Courard
Doc. 501 (2015-2016) N° 4	Proposition de résolution en vue de soutenir le secteur des drones en Région wallonne, déposée par Madame Defrang-Firket, Monsieur Sampaoli, Madame Simonet, Messieurs Dodriment, Dufrane et Fourny, adoptée le 22 juin 2016.
Doc. 503 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution déposée visant à abolir les disparités de prix dans le système de redevance kilométrique pour les poids lourds envers les consommateurs et les entreprises par Monsieur Puget
Doc. 504 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à améliorer le soutien social aux agriculteurs déposée par Messieurs Courard, Prévot, Madame Poulin, Messieurs Lefebvre, Stoffels et Collignon
Doc. 506 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution afin de lutter contre les difficultés rencontrées par les commerçants lors de travaux sur la voie publique déposée par Mesdames Waroux, Moinnet, Monsieur Desquesnes, Madame Simonet, Monsieur Drèze et Madame Stommen
Doc. 508 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à renforcer la sensibilisation des pouvoirs locaux dans le cadre de la lutte contre les discriminations déposée par Madame Gonzalez Moyano, Messieurs Prévot, Dupont, Onkelinx, Mesdames Pécriaux et Bonni
Doc. 523 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à la mise en œuvre d'un Plan wallon en faveur de la diversité et du vivre-ensemble déposée par Madame Vienne, Messieurs Dufrane, Collignon, Madame Lambelin, Monsieur Martin et Madame Morreale
Doc. 531 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant l'octroi des certifications par les centres de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises (IFAPME) déposée par Messieurs Henquet, Jeholet, Mesdames Baltus-Möres, Lecomte, Nicaise et Potigny
Doc. 533 (2015-2016) N° 3	Proposition de résolution relative à la qualité de l'emploi et des services dans le secteur des titres-services, déposée par Madame Ryckmans, Monsieur Drèze, Madame Gonzalez Moyano, Monsieur Hazée, Mesdames Vandorpe et Zrihen, adoptée le 20 juillet 2016.

Document	Intitulé
Doc. 534 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à lutter contre les discriminations en matière de logement déposée par Mesdames Kapomple, Gahouchi, Messieurs Dermagne, Stoffels, Luperto et Collignon
Doc. 536 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à lutter contre les logements insalubres en Wallonie déposée par Monsieur Fourny, Madame Leal Lopez et Monsieur Arens
Doc. 537 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à préserver le trafic de voyageurs en Wallonie dans le cadre du « quatrième paquet ferroviaire » déposée par Monsieur Fourny, Madame Salvi, Monsieur Antoine, Mesdames Leal Lopez, Moinnet et Monsieur Drèze
Doc. 543 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative à la promotion, la sensibilisation et l'obligation du port du casque à vélo en Région wallonne pour les enfants de moins de douze ans déposée par Madame De Bue, Messieurs Jeholet, Wahl, Madame Durenne, Monsieur Knaepen et Madame Defrang-Firket
Doc. 546 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative à la gestion forestière wallonne déposée par Messieurs Evrard, Prévot, Desquesnes, Madame Brogniez, Messieurs Courard et Arens
Doc. 549 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative à l'information des familles de défunts quant aux différentes possibilités offertes en matière de destination de cendres funéraires déposée par Mesdames Salvi, Trotta, Messieurs Knaepen, Arens, Dupont et Mouyard
Doc. 550 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative à l'intégration de la lutte contre les discriminations dans les politiques de l'emploi et de la formation déposée par Monsieur Prévot, Madame Gonzalez Moyano, Monsieur Legasse, Madame Trotta, Monsieur Lefebvre et Madame Zrihen
Doc. 551 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à garantir l'accès à des toilettes publiques en dehors et pendant des événements populaires déposée par Madame Morreale, Messieurs Prévot et Lefebvre
Doc. 552 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à supprimer les avantages fiscaux pour les véhicules de société équipés de motorisations au diesel déposée par Monsieur Puget
Doc. 553 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant une meilleure autonomie des personnes en état de dépendance déposée par Madame Durenne, Monsieur Knaepen, Madame De Bue, Monsieur Wahl, Madame Defrang-Firket et Monsieur Jeholet
Doc. 562 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution sur la structuration supracommunale du territoire wallon déposée par Messieurs Jeholet, Crucke, Dodrimont, Evrard, Mouyard et Wahl
Doc. 564 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à étendre l'application « ComOn » au transport scolaire déposée par Monsieur Baurain, Madame Waroux, Monsieur Fourny, Mesdames Salvi, Moinnet et Vandorpe
Doc. 570 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution visant à la mise en place d'une filière de « Silver Economie » en Wallonie au service des aînés pour une vie de qualité déposée par Messieurs Fourny, Collignon, Crucke, Daele, Mesdames Salvi et Simonet
Doc. 579 (2015-2016) N° 1	Proposition de résolution relative à l'accessibilité des services publics pour les personnes sourdes ou malentendantes déposée par Madame Lecomte, Monsieur Jeholet, Mesdames Durenne, Potigny et Defrang-Firket



F. DÉBATS TENUS EN SÉANCE PLÉNIÈRE

En vertu de l'article 70 du Règlement, la Conférence des présidents peut, d'initiative ou sur proposition d'une commission, décider d'organiser un débat extraordinaire en séance plénière sur un thème particulier. Il en va de même, en application de l'article 145.4, lorsque plusieurs questions d'actualité portent sur le même sujet.

DÉBATS EXTRAORDINAIRES

- Débat sur la fiscalité immobilière en Wallonie (séance plénière du 28 octobre 2015, CRI N° 4 (2015-2016)).
- Débat sur les négociations sur le climat - Débat sur la diminution des recettes IPP des communes (séance plénière du 18 novembre 2015, CRI N° 5 (2015-2016)).
- Débat sur les moyens de lutte contre le radicalisme en Wallonie (séance plénière du 2 décembre 2015, CRI N° 6 (2015-2016)).
- Débat sur les exportations d'armes - Débat sur le suivi de la résolution du 25 mars 2015 visant à intensifier la lutte contre le dumping social en Région wallonne (séance plénière du 13 janvier 2016, CRI N° 9 (2015-2016)).
- Débat sur le tram de Liège (séance plénière du 27 janvier 2016, CRI N° 10 (2015-2016)).
- Débat sur la réforme des aides à l'emploi - Débat sur la réalisation du RER (séance plénière du 17 février 2016, CRI N° 11 (2015-2016)).
- Débat sur l'insertion professionnelle des réfugiés (séance plénière du 16 mars 2016, CRI N° 14 (2015-2016)).
- Débat sur l'état de la Wallonie (séance plénière du 13 avril 2016, CRI N° 15 (2015-2016)).
- Débat sur le plan de transport 2017 de la SNCB (séance plénière du 25 mai 2016, CRI N° 18 (2015-2016)).
- Débat sur le contrôle des émissions polluantes des voitures diesel (séance plénière du 8 juin 2016, CRI N° 19 (2015-2016)).
- Débat sur la grille indicative des loyers et la constitution d'un Fonds wallon de garantie locative (séance plénière du 22 juin 2016, CRI N° 20 (2015-2016)).
- Débat sur le Brexit (séance plénière du 6 juillet 2016, CRI N° 21 (2015-2016)).

DÉBATS SUR BASE DE QUESTIONS D'ACTUALITÉ

- Débat sur l'accueil des réfugiés (séance plénière du 23 septembre 2015, CRI N° 1 (2015-2016)).
- Débat sur les relations intrabelges en matière de climat et leurs conséquences (séance plénière du 2 décembre 2015, CRI N° 6 (2015-2016)).
- Débat sur les inondations (séance plénière du 8 juin 2016, CRI N° 19 (2015-2016)).

G. PÉTITIONS

Durant la session 2015-2016, 1 pétition a été jugée recevable et examinée en commission. Il s'agit de la « Pétition pour l'application stricte du principe de précaution en ce qui concerne les effets néfastes de l'utilisation de micro-ondes modulés par impulsions sur la santé de la population » (Doc. 355 (2015-2016) N° 1).





RELATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ

A. ÉVÉNEMENTS

OPÉRATION « UN JOUR AU PARLEMENT DE WALLONIE »

Du 18 au 22 avril et les 29 avril et 3 mai 2016, la cinquième édition de l'opération «Un jour au Parlement de Wallonie» a rassemblé 1500 élèves de 42 établissements scolaires primaires et secondaires, tous réseaux confondus.

Lors d'une telle journée, les élèves prêtent serment en salle des séances plénières, prennent en considération leurs propres propositions de décret, les améliorent en commissions parlementaires présidées par des députés, travaillent avec des fonctionnaires du Parlement et votent les propositions de décret, comme le font les véritables députés.

DIVERS

OCTOBRE 2015

Le 15 octobre 2015, le Parlement de Wallonie invitait à une **cérémonie commémorative de son 35e anniversaire** toutes celles et tous ceux qui ont siégé en tant que député(e) wallon(ne) depuis 35 ans. Une exposition consacrée aux origines et aux développements du cœur battant de la démocratie wallonne s'est tenue jusqu'à la fin de l'année au siège du Parlement.

Le 17 octobre 2015, le Parlement a accueilli 180 **jeunes du Rotary**, venus du monde entier.

Le 20 octobre 2015, dans le cadre des festivités liées à son 35e anniversaire, le Parlement a mis à l'honneur **15 talents de Wallonie**. Ces talents ont été identifiés par les parlementaires dans les catégories suivantes : culture, artisanat, économie, social et environnement.

NOVEMBRE 2015

Le 11 novembre 2015, Madame Mathilde Vandorpe, députée et membre du Comité «Mémoire et Démocratie», a déposé une gerbe de fleurs au nom du Parlement de Wallonie devant la **tombe du soldat inconnu** à Bruxelles.

Du 16 novembre au 4 décembre 2015, dans le cadre des manifestations célébrant son 35e anniversaire, le Parlement a accueilli l'**exposition « Le coq, emblème de la Wallonie »**, avec des œuvres provenant d'une soixantaine de communes.

Le 17 novembre 2015, un **colloque « Du Mouvement wallon à la Wallonie en mouvement »** a été organisé au Parlement en collaboration avec l'Institut Destrée. Plus d'une centaine d'acteurs (députés, chercheurs, citoyens, entrepreneurs, etc.) ont réfléchi aux finalités et moyens d'une action collective en Wallonie.

À l'occasion du 35e anniversaire du Parlement, le Bureau a publié les **résultats d'un sondage** qu'il a fait réaliser auprès d'un millier de citoyens wallons afin de cerner leur positionnement dans l'espace démocratique. Trois axes avaient été identifiés :

- l'information des Wallons ;
- les modes de réactivité citoyenne ;
- les préoccupations et les centres d'intérêt politiques.

Les résultats ont fait l'objet de discussions au sein de la Commission spéciale relative au renouveau démocratique (cf. rapport 398 (2015-2016) N° 1).

JANVIER 2016

Le Parlement de Wallonie a procédé, le 27 janvier 2016, à la nouvelle **mise en lumière du bâtiment Saint-Gilles**, effectuée en collaboration avec l'Institut du Patrimoine Wallon.

FÉVRIER 2016

Pour la deuxième année, le Parlement était présent au **Salon des mandataires** à Marche-en-Famenne les 18 et 19 février 2016. À cette occasion, une nouvelle animation présentant les travaux du Parlement a été dévoilée.

AVRIL 2016

Le 23 avril 2016, le Parlement de Wallonie a pris une part importante dans le **rassemblement annuel des conseils communaux d'enfants** organisé à l'initiative de l'asbl CRECCIDE.

Plus de 600 enfants et leurs encadrants, représentant pas moins de 60 conseils, ont soit visité le Parlement soit travaillé comme de véritables députés.



A l'initiative du Bureau du Parlement, une **formation sur le rôle du Conseil d'Etat** a été offerte aux députés et à leurs collaborateurs le 28 avril 2016.

D'éminents représentants du Conseil d'Etat dont le Premier Président Yves Kreins et l'Auditeur général Philippe Bouvier ont eu l'occasion de présenter leur institution et de répondre à de nombreuses questions.

MAI 2016

Du 17 au 29 mai 2016, dans le cadre des commémorations dédiées au centenaire de la Première Guerre mondiale, le Parlement de Wallonie a accueilli l'**exposition « Les Roumains dans la Grande Guerre »**.

L'inauguration s'est déroulée en présence de Mme Olivia Toderean, chargé d'affaires ad interim de l'Ambassade de Roumanie, et de M. Robert Adam, directeur de l'Institut Culturel Roumain de Bruxelles.

JUIN 2016

Pour la deuxième année consécutive, le Parlement de Wallonie a mis à l'honneur **15 talents wallons** le 23 juin 2016. Identifiés sur proposition des députés, ces talents relèvent du domaine culturel, artisanal, économique, social et environnemental.

SEPTEMBRE 2016

Les 10 et 11 septembre 2016, à l'occasion des **Journées du Patrimoine**, le Parlement de Wallonie a organisé une animation sur le thème « Patrimoine religieux et philosophique » en proposant aux quelque 350 visiteurs qu'a compté cette édition de découvrir le campanile du bâtiment Saint-Gilles et de rencontrer des personnages historiques dont la réflexion philosophique et politique a eu un impact sur la construction de la démocratie du XVIII^e siècle à nos jours : Vauban, Voltaire, Rousseau et Richelieu. Une exposition et des rencontres avec des députés ont également permis aux citoyens de se familiariser avec le fonctionnement de l'assemblée parlementaire.

B. VISITER LE PARLEMENT DE WALLONIE

VISITER LE PARLEMENT (BÂTIMENT SAINT-GILLES)

Les demandes pour une visite de groupe doivent être introduites par écrit au moins un mois à l'avance. Un formulaire d'inscription est disponible sur le site web du Parlement de Wallonie (www.parlement-wallonie.be), rubrique « Visite ».

COMMENT ASSISTER À UNE SÉANCE PLÉNIÈRE OU À UNE RÉUNION DE COMMISSION ?

L'agenda des travaux est consultable sur le site web du Parlement de Wallonie (www.parlement-wallonie.be). Les réunions sont publiques et l'accueil se fait rue Notre-Dame, à Namur sur présentation d'une pièce d'identité.

Les séances plénières peuvent par ailleurs être suivies en direct via le site web du Parlement. Depuis septembre 2015, les déclarations d'intérêt régional, les questions urgentes, les questions d'actualité et les débats en séance plénière sont retransmis sur les 11 télévisions locales de Wallonie.

STATISTIQUES

Durant la session 2015-2016, 3 393 personnes, réparties en 101 groupes, ont eu la possibilité de découvrir le Parlement de Wallonie. Ces chiffres ne tiennent pas compte des visiteurs reçus lors de manifestations spéciales telles que, par exemple, la réception des jeunes du Rotary, « Un jour au Parlement de Wallonie » ou encore les Journées du Patrimoine.



RELATIONS INTERNATIONALES

A. ACCUEIL DE DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES ET VISITES

Le 9 octobre 2015, le Parlement de Wallonie a reçu la visite d'une **délégation du Parlement de la République islamique d'Iran** emmenée par M. Abbas Ali Mansouri Arani, chef de la délégation iranienne du groupe d'amitié Iran-Belgique. Cette mission s'inscrit dans le cadre des travaux de l'Union interparlementaire auxquels le Parlement collabore régulièrement.

Du 13 au 15 octobre 2015 s'est tenue à Namur la **VIIIe session du Comité mixte entre l'Assemblée nationale du Québec** et le Parlement de Wallonie. Les travaux se sont conclus par la signature de deux résolutions portant sur la démocratie ouverte et la gouvernance numérique ainsi que sur l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (AECG/CETA).

Le 6 novembre 2015 a eu lieu une visite d'une **délégation du Sénat du Royaume du Cambodge** conduite par M. Chea Cheth, Président de la Commission des finances, dans le cadre d'une mission d'étude des mécanismes de financement des collectivités locales en suite des difficultés rencontrées en la matière au Cambodge.

Le 13 novembre 2015, le Parlement a reçu la visite de **S.E. M. Lazar Elenovski, Ambassadeur de l'Ancienne république yougoslave de Macédoine** près le Royaume de Belgique. Les échanges ont notamment porté sur la crise migratoire, les mécanismes de protection des droits des minorités et la politique de décentralisation en cours dans le pays.

Le 16 décembre 2015, le Parlement a reçu la visite d'une **délégation du Conseil de la Fédération de Russie** conduite par M. Stepan Zhiryakov, membre de la Commission de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement et Président de l'assemblée législative de la Région de Trans-Baïkal.

Des échanges ont eu lieu sur les défis liés au terrorisme, la lutte contre l'État islamique et les mesures russes prises en représailles aux sanctions européennes suite à l'annexion de la Crimée.

Le 20 janvier 2016, le Parlement a reçu la visite d'une **délégation de l'Assemblée nationale de la République islamique du Pakistan** conduite par Mme Zahra Wadood Fatemi, Présidente du groupe d'amitié Pakistan-Belgique de l'Union interparlementaire.

La délégation souhaitant étudier le modèle fédéral belge, ont été abordés la question de la coopération entre les provinces et le niveau fédéral, les mécanismes de péréquation et de solidarité ainsi que la dévolution des compétences.

Le 23 février 2016, le Parlement a reçu la visite de **S.E. M. Johnson Weru, Ambassadeur de la République du Kenya** près le Royaume de Belgique. Ont notamment été évoqués la question des réfugiés, la lutte contre le terrorisme, la lutte contre la corruption, l'intervention de la Cour pénale internationale au Kenya et le souhait du Kenya de désigner un consul honoraire à Namur.

Le 8 mars 2016, le Parlement a reçu la visite de **S.E. M. Jaroslav Kurfürst, Ambassadeur de la République tchèque** près le Royaume de Belgique. Les liens économiques entre la Wallonie et la République tchèque ont été abordés ainsi que les commémorations à venir du 700e anniversaire de la naissance de l'empereur Charles IV, la crise migratoire européenne et l'avenir du projet européen.

Le Parlement a reçu, le 3 mai 2016, la visite de **S.E. Mme Maryem van den Heuvel, Ambassadrice du Royaume des Pays-Bas** près le Royaume de Belgique. L'échange de vues a porté sur la situation difficile que traverse l'Europe. Ont été traités, en particulier, le référendum sur le Brexit, la gestion de la crise migratoire et l'eurosepticisme. Ont également été abordés les accords commerciaux européens en cours de négociations avec le Canada et les Etats-Unis. Le renforcement des liens, notamment économiques, entre la Wallonie et les Pays-Bas a aussi été évoqué.



B. AUDITIONS DE HAUTES PERSONNALITÉS

Le 2 décembre 2015, **Sa Majesté le Roi** a rendu une visite de travail au Parlement, dans le cadre du 35^e anniversaire du Parlement. Il s'agissait de sa première visite à un parlement de Région ou de Communauté.

Le Président André Antoine a présenté l'évolution du Parlement depuis sa création et notamment les récentes innovations en termes de démocratie participative. Il a aussi insisté sur le rôle nouveau du Parlement sur le plan des relations internationales.

S.M. le Roi a reçu différents cadeaux dont la première médaille d'honneur du Parlement de Wallonie.

Le 24 février 2016, **M. Roland, Premier Président de la Cour des Comptes**, a été reçu au Parlement afin de remettre officiellement le 27^e Cahier d'observations de la Cour des Comptes au Parlement de Wallonie.

M. Koen Lenaerts, Président de la Cour de justice de l'Union européenne, s'est exprimé le 2 mars 2016 à la tribune du Parlement sur le thème des régions et de l'Union européenne. Il a développé les incidences de la jurisprudence de la Cour sur les prérogatives du Parlement de Wallonie et a tenu à illustrer la place qu'occupent les régions dans l'Union en se référant à la jurisprudence de la Cour.

C. PARTICIPATION À DES RÉUNIONS INTERNATIONALES ET INTERRÉGIONALES

CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE CONSULTATIF DE BENELUX (PARLEMENT BENELUX)

Le Parlement Benelux rend des avis aux gouvernements dans le domaine de la coopération économique et transfrontalière. En fonction de l'intérêt commun ou de l'actualité, ses avis peuvent également porter sur d'autres matières.

Le Parlement de Wallonie est représenté au sein de cette institution par deux membres effectifs (Messieurs Anthony Dufrane, PS, et Josy Arens, cdH) et deux membres suppléants (Madame Véronique Bonni, PS, et François Desquesnes, cdH).

Le Parlement Benelux a tenu 13 réunions de commissions durant la session 2015-2016.

Le Conseil s'est réuni en séance plénière le 27 novembre 2015 et les 18 et 19 mars 2016.

CONFÉRENCE DES ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES DES RÉGIONS D'EUROPE (CALRE)

La CALRE réunit les parlements régionaux de l'Union européenne qui possèdent un pouvoir législatif, soit 74 régions réparties dans 8 pays.

Ses missions consistent à approfondir la participation démocratique de ses membres dans le cadre de l'Union européenne, à défendre les valeurs et les principes de la démocratie régionale, à renforcer les liens entre les assemblées législatives régionales et à soutenir leurs activités de coopération transfrontalière.

Au cours de l'année 2015, la CALRE a particulièrement travaillé sur le Plan Juncker, les politiques européennes de cohésion et le projet de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis (TTIP).

Le Président André Antoine a participé, les 5 et 6 octobre 2015 à Séville, à une **réunion du groupe de travail sur l'e-démocratie**. Le groupe de travail a réaffirmé que les parlements ont une responsabilité particulière dans le renforcement de la démocratie et qu'ils doivent pour cela accroître la transparence de leurs travaux, améliorer leur communication et encourager la participation des citoyens. Le défi est que les parlements deviennent de véritables connecteurs entre les citoyens et la politique et qu'ils ne laissent pas cette place à des instruments techniques tels que des réseaux sociaux.

Les efforts récemment accomplis par le Parlement de Wallonie en matière d'accessibilité des travaux mais aussi de consultations publiques ont été mis en évidence.

Du 22 au 24 octobre 2015, MM. André Antoine et Jean-Luc Crucke, Président et 1er Vice-Président du Parlement de Wallonie, ont pris part à Milan (Italie) à la **19e assemblée plénière annuelle de la CALRE** et au premier **Forum mondial des assemblées législatives régionales et sous-régionales**.

L'assemblée de la CALRE a adopté à l'unanimité une déclaration réaffirmant l'importance d'une vision « bottom-up » de l'Europe basée sur le leadership des territoires et de leurs citoyens. Elle souhaite que les importants efforts entrepris en matière de transparence publique et de participation citoyenne soient poursuivis. L'assemblée a confié au Président André Antoine la présidence d'un groupe de travail consacré à la démocratie interactive. Ce groupe s'intéresse à l'utilisation toujours plus efficiente des moyens électroniques mais explore aussi les voies permettant de faire venir les citoyens dans les parlements pour éviter que les nouvelles technologies ne deviennent un mur de verre.

Le 21 juin 2016, les membres du **Groupe de travail consacré à la démocratie interactive** de la CALRE, présidé par le Président André Antoine, se sont réunis au Parlement de Wallonie. Trois experts sont intervenus :

- M. Roberto Louvin, Professeur de droit comparé à l'Université de Calabre et président du Collège universitaire international (IUC) de Turin ;
- M. Loïc Blondiaux, Professeur des Universités au Département de science politique de la Sorbonne (Paris I) ;
- Mme Schnapper, Professeure émérite de sociologie à l'École des Hautes Études en Sciences sociales (Paris) et ancien membre du Conseil constitutionnel français.

Ces trois experts ont notamment abordé la crise de la démocratie représentative, l'émergence de nouveaux modes de participation citoyenne à l'action publique en mettant en évidence les opportunités et les risques et, enfin, l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication comme outils de rapprochement entre élus et citoyens.

Le **Comité permanent de la CALRE** s'est réuni les 15 avril et 14 juillet 2016 sous la présidence de M. Raffaele Cattaneo, Président de la Région Lombardie.

Lors de la réunion du 15 avril 2016, un échange de vues a notamment eu lieu sur le programme de travail de la Commission européenne et sur les activités prévues des différents groupes de travail de la CALRE en 2016.

À l'occasion de la réunion du 14 juillet 2016, un débat s'est tenu sur le Brexit et ses conséquences pour l'Europe. En outre, des projets innovants émanant de régions membres de la CALRE en matière de sensibilisation des citoyens aux questions européennes ont été sélectionnés. Parmi quatorze projets présentés,

la brochure rassemblant les **travaux du Parlement de Wallonie relatifs au TTIP** a été récompensée d'un CALRE Awards « Stars of Europe » que le Parlement se verra décerner à l'occasion de la prochaine assemblée plénière de la CALRE des 24 et 25 novembre 2016.

Le 16 septembre 2016, M. Tzanetatos, Président de la Commission des affaires générales et des relations internationales, s'est rendu à Venise dans le cadre d'une réunion du **groupe de travail « politique de cohésion »** de la CALRE.

CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERRÉGIONAL (CPI)

Créé en 1986, le CPI a pour vocation d'être l'assemblée parlementaire consultative de la Grande Région qui réunit la Sarre, la Rhénanie-Palatinat, le Grand-Duché de Luxembourg, la Région française Alsace Champagne-Ardenne Lorraine, la Wallonie, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Communauté germanophone.

En sa qualité de Président du Conseil parlementaire interrégional jusqu'à la fin de l'année 2016, M. André Antoine a participé au **Sommet de la Grande Région** qui s'est tenu à Marche-en-Famenne le 20 novembre 2015.

Le 4 décembre 2015, le Parlement de Wallonie a accueilli la **55e séance plénière du CPI**. Le Conseil a adopté cinq recommandations. Elles concernent :

- le dumping social dans la Grande Région ;
- la circulation transfrontalière des taxis entre l'Allemagne et la Belgique ;
- les lignes ferroviaires transfrontalières à grande vitesse ;
- la coopération au développement ;
- le travail de mémoire dans le cadre de la commémoration du centenaire de la première Guerre mondiale.

Le 15 avril 2016, le Parlement a accueilli un **Forum sur la situation migratoire** organisé sous l'égide du CPI. Des experts nationaux du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), de la Commission européenne et de l'OCDE ont décrit la situation dans les différentes entités de la Grande Région en mettant en évidence les initiatives mises en place.

Les nombreux parlementaires présents ont interrogé les différents experts et exposé leur position politique dans cet important dossier.

En sa qualité de Président du CPI, M. André Antoine a rencontré le 19 mai 2016 à Paris **M. Philippe Richert, Président de la nouvelle région Alsace Champagne-Ardenne Lorraine** (France).

À l'occasion de cette rencontre, le Président Richert a confirmé que des dispositions avaient été prises pour que la nouvelle Région s'implique pleinement dans le Conseil parlementaire interrégional. Jusqu'à fin 2015, seule la Lorraine faisait partie du CPI.

M. Richert a confirmé que la tradition de la coopération bilatérale avec la Wallonie serait poursuivie.

Le 16 juin 2016, le Conseil parlementaire interrégional a célébré son **30e anniversaire**. En trente années d'existence, le CPI a contribué, par le biais de recommandations aux Gouvernements de la Grande Région, à la suppression d'obstacles transfrontaliers et à la création de coopérations transfrontalières dans de nombreux domaines.

Une vidéo de présentation du CPI a été réalisée à cette occasion.

Le 17 juin 2016, le Parlement de la Communauté germanophone a accueilli à Eupen la **55e séance plénière du CPI**.

Quatre projets de recommandation ont été débattus et adoptés. Ils portent sur :

- le roaming ;
- le photovoltaïque ;
- la viticulture ;
- la situation migratoire dans la Grande Région.

Enfin, un débat s'est tenu sur le projet de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP).

DIVERS

Le 1er octobre 2015, le **Réseau parlementaire global de l'OCDE** (Organisation pour la coopération et le développement économique) **s'est réuni à Paris**. Les thématiques abordées ont concerné la lutte contre la corruption, la Conférence COP21, les perspectives en matière d'emploi ainsi que la crise des réfugiés.

Le Président André Antoine, y représentant le Parlement de Wallonie, a notamment invité l'assemblée à réfléchir :

- à la pertinence d'un statut européen unique du réfugié pour assurer un traitement non discriminatoire au sein des pays de l'Union européenne ;
- à l'utilité d'organiser, au sein de l'Union européenne, une solidarité prenant la place d'une espèce de main invisible. Il a plaidé pour une répartition équitable entre les Etats membres et, en leur sein, entre les différentes collectivités locales ;
- à la manière de concilier les nécessaires politiques d'accueil et d'intégration avec les politiques budgétaires restrictives, notamment en revoyant progressivement les objectifs du Pacte de stabilité.

La **Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne**, prévue à l'article 13 du Pacte budgétaire européen, s'est réunie à Luxembourg les 9 et 10 novembre 2015. Le Parlement de Wallonie faisait partie de la délégation belge.

Cette seconde conférence de l'année était consacrée, d'une part, à la gouvernance économique (dimension sociale, contrôle parlementaire et concurrence fiscale équitable) et, d'autre part, à la croissance et à l'Union économique et monétaire.

Le 4 février 2016, une délégation du Parlement a pris part à Paris aux **4es Journées parlementaires de l'OCDE** et plus particulièrement à la réunion du Réseau parlementaire mondial de l'OCDE. MM. Crucke et Onkelinx, Vice-Présidents du Parlement, ont eu l'opportunité de s'intéresser au financement de la démocratie, aux suites qui peuvent être données à la COP21, à « l'Ubérisation » de l'économie ou encore à la croissance inclusive.

Le 27 avril 2016, à l'occasion des **Journées diplomatiques de Wallonie-Bruxelles International** (WBI), le Président André Antoine a reçu au Parlement les représentants diplomatiques des gouvernements francophones ainsi que les agents de liaison scientifique. La rencontre a permis à chacun des délégués et agents de présenter l'action qu'il mène et qui assure la présence de la Wallonie dans de nombreuses régions du monde, notamment au bénéfice de son développement économique.

Dans la suite de la réception au Parlement des représentants diplomatiques des gouvernements francophones, le Président Antoine s'est rendu le 14 juillet 2016 à **Bucarest (Roumanie)**, où il a été accueilli par M. Eric Poppe, Délégué Wallonie-Bruxelles.

A l'invitation de Mme Ardeleanu, Présidente de la Délégation roumaine à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, M. le Président a visité le Palais du Parlement de Roumanie. De nombreux contacts ont eu lieu avec des responsables politiques, académiques et économiques.



IN MEMORIAM

A. DÉPUTÉS

ANCIENS DÉPUTÉS :

- M. Yves de Seny (+13 septembre 2015) ;
- Mme Anne-Marie Lizin (+17 octobre 2015) ;
- M. Jean Sondag (+15 janvier 2016) ;
- M. Jean-Pierre Detremmerie (+21 février 2016) ;
- M. Jean Defraigne (+15 mars 2016) ;
- M. Joseph Michel (+3 juin 2016) ;
- M. Michel Filleul (+18 septembre 2016).

B. HOMMAGES

Hommage aux victimes des attentats commis à Paris le 13 novembre 2015 (séance plénière du 18 novembre 2015).

Hommage aux victimes des attentats du 22 mars 2016 à Bruxelles (séance plénière du 13 avril 2016).



ANNEXE

SYNTHÈSE CHIFFRÉE DE LA SESSION ORDINAIRE 2015-2016 ET DES SESSIONS PRÉCÉDENTES

Session	SE 1995	1995 1996	1996 1997	1997 1998	1998 1999	SE 1999	1999 2000	2000 2001	2001 2002	2002 2003	2003 2004
Projets de décret	3	29	43	68	79	3	32	45	72	100	92
Propositions de décret	57	30	38	23	13	29	26	16	25	18	41
Motions	2	40	19	13	9	2	14	9	3	4	7
Résolutions	-	7	10	7	6	5	4	9	13	19	11
Interpellations	2	112	57	34	18	2	17	14	18	11	19
Questions orales	-	15	89	103	67	12	202	174	281	328	298
Questions d'actualité	6	104	102	89	65	8	87	96	121	145	115
Questions urgentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Questions écrites	134	694	753	639	282	37	348	350	322	327	248

Session	SE 2004	2004 2005	2005 2006	2006 2007	2007 2008	2008 2009	SE 2009	2009 2010	2010 2011	2011 2012	2012 2013	2013 2014
Projets de décret	1	27	54	68	70	67	1	42	52	72	87	125
Propositions de décret	19	75	75	44	40	40	60	20	54	35	22	25
Motions	2	22	18	21	14	12	4	28	24	14	22	10
Résolutions	-	26	62	34	44	40	2	22	49	30	36	19
Interpellations	-	127	253	296	295	165	-	228	145	128	73	31
Questions orales	-	963	1143	1047	1174	566	-	1787	1806	1816	1775	1102
Questions d'actualité	-	193	184	210	188	87	-	174	203	233	157	178
Questions urgentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Questions écrites	25	917	1245	1674	3095	1552	301	3267	5482	4149	4425	2426

Session	SE 2014	2014 2015	2015 2016
Projets de décret	2	56	73
Propositions de décret	16	59	35
Motions	3	15	29
Résolutions	2	66	87
Interpellations	-	51	67
Questions orales	-	2777	2812
Questions d'actualité	-	244	264
Questions urgentes	-	-	77
Questions écrites	404	3618	5739







Square Arthur Masson 6 - 5012 Namur
081.23.10.36 - courriel@parlement-wallonie.be

